Centre national de référence pour le bien-être animal

Newsletter CNR BEA n°37

Juillet 2023

ARTHROPODES 2
05/07/2023 : New Decapod Welfare Hub 2
COGNITION-EMOTIONS 3
15/06/2023 : Environmental enrichment improves cognitive flexibility in rainbow trout in a visual discrimination task: first insights 3
CONDUITE D'ELEVAGE ET RELATIONS HOMME-ANIMAL – DONT BE DE L'ELEVEUR 5
06/07/2023 : Individual drivers and barriers to adoption of disease control and welfare practices in dairy and beef cattle production: a scoping review 5
27/06/2023 : En France, un nouveau mode d'élevage de lapins plus respectueux du bien-être animal 6
17/06/2023 : Human–Animal Interactions in Disaster Settings: A Systematic Review 6
ÉTHIQUE-SOCIOLOGIE-PHILOSOPHIE 7
11/07/2023 : Book Review: Routledge Handbook of Animal Welfare 7
06/07/2023 : Animal welfare: Methods to improve policy and practice 9
19/06/2023 : Is 'speciesism' as bad as racism or sexism? 10
08/06/2023 : Animal Liberation Now 13
INITIATIVES EN FAVEUR DU BEA – FILIERES, AGENCES DE FINANCEMENT, ORGANISMES DE RECHERCHE, POUVOIRS PUBLICS 13
07/07/2023 : Plan « vague de chaleur » : recommandations pour les éleveurs 13
30/06/2023 : Animal Welfare – for sustainability and competitiveness 14
28/06/2023 : Consultation publique sur la trajectoire de réchauffement de référence : une occasion d'agir pour le bien-être des animaux d'élevage 16
28/06/2023 : Les ministres de l'Agriculture de l'UE lancent un « appel urgent » pour mettre fin à l'élevage d'animaux à fourrure 17
22/06/2023 : Study presentation : Animal welfare of farmed fish 18
19/06/2023 : Allemagne : une commissaire fédérale au bien-être animal entre au gouvernement 19
16/06/2023 : 10 bonnes pratiques pour améliorer le bien-être animal 20
15/06/2023 : Évaluation des coûts de production des filières porcs et poulets de chair sous cahiers des charges « bien-être animal » et de leurs modalités de valorisation 21
14/06/2023 : More than 1.5 million citizens ask for a Fur Free Europe 22
05/06/2023 : Fear mongering will not stop the transition to a better world for farmed animals 23
LOGEMENT – DONT ENRICHISSEMENT 26
22/06/2023 : Review: Space allowance for growing pigs: Animal welfare, performance and on-farm practicality 26
16/05/2023 : An enriched maternal environment and stereotypies of sows differentially affect the neuro-epigenome of brain regions related to emotionality in their piglets 27
REGLEMENTATION 28
11/07/2023 : Bien-être animal : concertation nationale préalable à la révision de la législation européenne 28
10/07/2023 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-001634/23 : Interdiction pour les influenceurs d'interagir ou de se mettre en scène avec des animaux non domestiques 30
03/07/2023 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-001629/2023 : Identification and registration of all cats and dogs 31

29/06/2023 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-001432 : EU-wide positive list (exotic pet trade) 31
28/06/2023 : Arrêté du 28 juin 2023 relatif aux messages de sensibilisation et d'information devant figurer dans les rubriques spécifiques aux offres de cession en ligne d'animaux de compagnie 32
20/06/2023 : Assemblée nationale : réponse écrite à la question n° 8538 : Hausse des abandons d'animaux et situation des refuges face à l'inflation 33
15/06/2023 : Sénat : réponse écrite à la question n°4787 : Création d'un défenseur des droits des animaux 35
SANTE ANIMALE 37
13/07/2023 : Comment améliorer le vieillissement du chien ? 37
10/07/2023 : Impact of palmiped farm density on the resilience of the poultry sector to highly pathogenic avian influenza H5N8 in France 38
20/06/2023 : Impact of heat stress on dairy cattle and selection strategies for thermotolerance: a review 39
TRANSPORT, ABATTAGE, RAMASSAGE 40
07/07/2023 : Remote ante mortem inspection – Possibilities for improved sustainability in low-capacity slaughter 40
01/07/2023 : Stratégie abattoirs : Marc Fesneau lance un plan d'action global pour consolider le maillage en abattoirs de boucherie au bénéfice des filières de l'élevage et des territoires 41

Arthropodes

05/07/2023 : New Decapod Welfare Hub

Type de document : actualité de FishFocus

Auteur : FishFocus

Extrait en français (traduction) : **Nouveau centre pour le bien-être des décapodes**
Le Crustacean Industry Welfare Hub (CIWH) est lancé cette semaine pour aider les entreprises alimentaires à améliorer leurs normes de bien-être pour les crustacés décapodes dans leur chaîne d'approvisionnement.
Depuis que les crustacés décapodes - tels que les crabes, les homards, les crevettes et les langoustines - ont été reconnus comme sensibles par la loi britannique en avril 2022, les attentes des consommateurs et de l'industrie quant aux normes de bien-être des décapodes se sont accrues.
Le CIWH est un site gratuit, réservé aux membres et axé sur l'industrie, qui aidera les entreprises de tous les secteurs, tout au long du parcours de la mer à l'assiette, à revoir leurs pratiques de gestion et de travail, afin qu'elles puissent comprendre et satisfaire ces attentes.
Le centre comprend des informations et des ressources spécifiques à chaque étape de l'industrie des crustacés, notamment la pêche, la transformation, la vente au détail, l'exportation et le transport de produits vivants, ainsi que les secteurs de la restauration et des services alimentaires.
Le CIWH a été développé par Crustacean Compassion, qui œuvre pour le traitement sans cruauté et la protection juridique des crustacés décapodes dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et au-delà. [...]
Le hub est accessible à l'adresse suivante : https://www.ciwh.org. Les demandes d'adhésion seront traitées après la date de lancement.

Extrait en anglais (original) : The Crustacean Industry Welfare Hub (CIWH) is launching this week to help food companies improve welfare standards for decapod crustaceans in their supply chain. Since decapod crustaceans – such as crabs, lobsters, prawns/shrimp and nephrops – were recognised as sentient in UK law in April 2022, consumer and industry expectations for decapod welfare standards have been increasing.
CIWH is a free, members-only, industry-focused site that will support businesses in all sectors, throughout the sea to plate journey, to review their management and working practices, so they can understand and meet these expectations.
The hub includes information and resources specific to each stage of the crustacean industry, including fishing, processing, retail, live export and transport and the restaurant and food service sectors.
CIWH has been developed by Crustacean Compassion, which works for the humane treatment and legal protection of decapod crustaceans in the food supply chain and beyond. [...]
The hub can be found at **https://www.ciwh.org** with member applications being processed after the launch date.

Cognition-émotions

15/06/2023 : Environmental enrichment improves cognitive flexibility in rainbow trout in a visual discrimination task: first insights

Type de document : article scientifique publié dans **Frontiers in Veterinary Science**

Auteurs : Valentin Brunet, Thomas Lafond, Aude Kleiber, Léa Lansade, Ludovic Calandreau, Violaine Colson

Résumé en français (traduction) : **L'enrichissement environnemental améliore la flexibilité cognitive de la truite arc-en-ciel dans une tâche de discrimination visuelle : premiers résultats**
La recherche sur la cognition des poissons fournit des preuves solides de l'existence d'aptitudes cognitives de haut niveau chez les poissons. Cependant, la plupart des études sur la flexibilité cognitive et les capacités de généralisation, deux traits adaptatifs clés pour les animaux en captivité, se sont concentrées sur des espèces modèles, et les poissons d'élevage ont reçu trop peu d'attention. Il a été démontré que l'enrichissement de l'environnement améliore les capacités d'apprentissage chez diverses espèces de poissons, mais son influence sur la flexibilité cognitive et les capacités de généralisation est encore inconnue. Nous avons utilisé la truite arc-en-ciel d'élevage (Oncorhynchus mykiss) comme espèce modèle d'aquaculture pour étudier l'impact de l'enrichissement de l'environnement sur ses capacités cognitives. En utilisant un dispositif de conditionnement opérant, permettant l'expression d'un choix motivé, nous avons mesuré la flexibilité cognitive des poissons avec des tests d'apprentissage inversé en série, après une phase d'acquisition réussie basée sur la discrimination de deux couleurs (choix forcé à deux alternatives, 2-AFC), et leur capacité à généraliser une couleur récompensée avec n'importe quelle forme. Huit poissons ont été divisés en deux groupes : condition E (poissons élevés depuis le stade d'alevins dans des conditions enrichies avec des plantes, des pierres et des tuyaux pendant environ 9 mois) ; condition S (conditions standard stériles). Seul un poisson (condition E) a échoué dans la phase

d'habituation du dispositif et un poisson (condition S) a échoué dans la tâche 2-AFC. Nous avons montré qu'après une phase d'acquisition réussie au cours de laquelle les poissons ont correctement discriminé deux couleurs, ils ont tous réussi quatre apprentissages d'inversion, ce qui prouve la flexibilité cognitive de la truite arc-en-ciel. Ils ont tous réussi la tâche de généralisation. Il est intéressant de noter que les poissons élevés dans un environnement enrichi ont obtenu de meilleurs résultats dans la phase d'acquisition et dans l'apprentissage par inversion (comme le montre le nombre moins élevé d'essais nécessaires pour atteindre le critère d'apprentissage), mais pas dans la tâche de généralisation. Nous supposons que la généralisation basée sur la couleur peut être un processus cognitif plus simple que l'apprentissage discriminatif et la flexibilité cognitive, et qu'elle ne semble pas être influencée par les conditions environnementales. Étant donné le petit nombre d'individus testés, nos résultats peuvent être considérés comme les premiers aperçus de la flexibilité cognitive chez des poissons d'élevage utilisant un dispositif de conditionnement opérant, mais ils ouvrent la voie à de futures études. Nous concluons que les conditions d'élevage devraient prendre en compte les capacités cognitives des poissons, en particulier leur flexibilité cognitive, en leur permettant de vivre dans un environnement enrichi.

Résumé en anglais (original) : Research on fish cognition provides strong evidence that fish are endowed with high level cognitive skills. However, most studies on cognitive flexibility and generalization abilities, two key adaptive traits for captive animals, focused on model species, and farmed fish received too little attention. Environmental enrichment was shown to improve learning abilities in various fish species, but its influence on cognitive flexibility and generalization abilities is still unknown. We studied farmed rainbow trout (Oncorhynchus mykiss) as an aquaculture model to study how environmental enrichment impacts their cognitive abilities. Using an operant conditioning device, allowing the expression of a motivated choice, we measured fish cognitive flexibility with serial reversal learning tests, after a successful acquisition phase based on two colors discrimination (2-alternative forced choice, 2-AFC), and their ability to generalize a rewarded color to any shape. Eight fish were divided into two groups: Condition E (fish reared from fry stages under enriched conditions with plants, rocks and pipes for ~9 months); Condition B (standard barren conditions). Only one fish (condition E) failed in the habituation phase of the device and one fish (condition B) failed in the 2-AFC task. We showed that after a successful acquisition phase in which the fish correctly discriminated two colors, they all succeeded in four reversal learnings, supporting evidence for cognitive flexibility in rainbow trout. They were all successful in the generalization task. Interestingly, fish reared in an enriched environment performed better in the acquisition phase and in the reversal learning (as evidenced by fewer trials needed to reach the learning criterion), but not in the generalization task. We assume that color-based generalization may be a simpler cognitive process than discriminative learning and cognitive flexibility, and does not seem to be influenced by environmental conditions. Given the small number of individuals tested, our results may be considered as first insights into cognitive flexibility in farmed fish using an operant conditioning device, but they pave the way for future studies. We conclude that farming conditions should take into account the cognitive abilities of fish, in particular their cognitive flexibility, by allowing them to live in an enriched environment.

Conduite d'élevage et relations homme-animal – dont BE de l'éleveur

06/07/2023 : Individual drivers and barriers to adoption of disease control and welfare practices in dairy and beef cattle production: a scoping review

Type de document : revue systématique de la littérature publiée dans Frontiers in Veterinary Science

Auteurs : Marrissa S. Buchan, Guillaume Lhermie, Sanjaya Mijar, Ed Pajor, Karin Orsel

Résumé en français (traduction) : **Etude exploratoire sur les facteurs individuels et les obstacles à l'adoption de pratiques de lutte contre les maladies et de bien-être en élevage bovin laitier et allaitant**

La mise en œuvre de pratiques de gestion des maladies et de bien-être est un élément essentiel pour limiter l'exposition du bétail aux maladies, mais il semble que la réussite de l'adoption de ces pratiques soit faible dans les filières de bovins allaitants et laitiers. Les principaux objectifs de cette étude étaient de caractériser la littérature publiée sur les perceptions des éleveurs de bovins laitiers et de bovins de boucherie sur la mise en œuvre de pratiques de contrôle des maladies et de bien-être, d'identifier les principaux facteurs et obstacles qui influencent l'adoption de ces pratiques par les éleveurs, et d'identifier les lacunes actuelles dans les connaissances. Au total, 2 486 articles ont été identifiées à partir de deux recherches bibliographiques dans des bases de données et ont été examinés, dont 48 publiés entre 2010 et 2021 ont été jugés éligibles et ont fait l'objet d'un examen. L'Europe est la région où les articles sont le plus souvent publiés (58 %). La majorité des articles se concentrent uniquement sur les producteurs laitiers (52 %). Un large éventail d'obstacles et de facteurs a été classé en 4 et 5 thèmes clés, respectivement. Les facteurs le plus souvent mentionnés sont la santé, le bien-être et la sécurité des animaux, tandis que les coûts constituent l'obstacle le plus fréquent. Des lacunes ont été identifiées dans la littérature, notamment la sous-représentation des perceptions des producteurs de viande bovine par rapport à celles des producteurs laitiers dans la littérature actuelle.

Résumé en anglais (original) : The implementation of disease control and welfare practices is an essential part of limiting disease exposure in livestock, however successful adoption of these practices seem to be low in both the beef and dairy cattle industries. The main objectives of this scoping review were to characterize literature published exploring beef and dairy cattle producers' perceptions on the implementation of various disease control and welfare practices, identify major themes of drivers and barriers that influence producers' adoption of these practices, and identify current gaps in knowledge. A total of 2,486 articles were obtained from two database literature searches and screened, from which 48 articles published between 2010 and 2021 were deemed eligible and charted. Europe was the most common region for articles (58%). A majority of articles focused solely on dairy producers (52%). A wide range of barriers and drivers which were categorized into 4 and 5 key themes, respectively. The most commonly mentioned driver was animal health, welfare, and safety, while the most common barrier was costs. Potential gaps in literature

were identified, including the underrepresentation of beef producer perceptions relative to dairy producers in current literature.

27/06/2023 : En France, un nouveau mode d'élevage de lapins plus respectueux du bien-être animal

Type de document : vidéo de **France24** (2 min 42)

Auteur : Gaëlle Fonseca

Présentation : « Pour qu'ils soient mieux, et pour qu'ils produisent un peu mieux aussi », Guillaume Godard s'est lancé dans un nouveau mode d'élevage de lapins, plus respectueux de leur bien-être. Dans son exploitation, il a troqué les petites cages métalliques empilées au profit de parcs aménagés, pour le plus grand plaisir de ses lapins.

17/06/2023 : Human–Animal Interactions in Disaster Settings: A Systematic Review

Type de document : revue systématique de la littérature scientifique publiée dans l'**International Journal of Disaster Risk Science**

Auteurs : Haorui Wu, Lindsay K. Heyland, Mandy Yung, Maryam Schneider

Résumé en français (traduction) : **Interactions humain-animal dans les situations de catastrophe : une revue systématique**
Cette revue systématique visait à évaluer les connaissances actuelles sur les interactions humain-animal (IHA) dans les situations de catastrophe et à identifier les domaines de recherche future. Une recherche sur les critères de présentation recherchés pour les revues systématiques et les méta-analyses a été effectuée dans trois bases de données multidisciplinaires, afin d'identifier les articles de revues en langue anglaise publiés entre janvier 2000 et février 2022 qui exploraient les avantages et les défis associés aux interactions humain-animal dans les situations de catastrophe et d'urgence. L'étude a analysé 94 articles à l'aide de méthodes quantitatives et qualitatives. L'étude a mis en évidence l'absence de terminologie universelle pour décrire la relation bidirectionnelle entre les humains et les animaux pendant les catastrophes et le fait que tous les types d'animaux ne sont pas pris en compte à chaque étape de la gestion des catastrophes et des urgences. En outre, la recherche s'est principalement concentrée sur les avantages des IHA pour la santé et le bien-être des humains plutôt que pour ceux des animaux. Les efforts visant à promouvoir la justice sociale et environnementale pour les humains et leurs compagnons de vie devraient favoriser le bien-être des humains et des animaux dans les situations de catastrophe. Quatre recommandations ont été formulées sur la base de ces résultats afin d'accroître la prise en compte des IHA en recherche, en politique et en pratique. Parmi les limites de l'étude, on peut citer l'exclusion des articles antérieurs à 2000 et de toute la littérature grise, le nombre limité de recherches portant sur différentes combinaisons d'animaux et de types de catastrophes, et le nombre limité de recherches menées en dehors de l'Amérique du Nord.

Résumé en anglais (original) : This systematic review aimed to assess the current knowledge of human–animal interactions (HAIs) in disaster settings and identify areas for future research. A Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-Analyses search was conducted on three multidisciplinary databases, identifying English-language journal articles published between

January 2000 and February 2022 that explored the benefits of and challenges associated with HAI in disasters and emergencies. The review analyzed 94 articles using both quantitative and qualitative methods. The review found a paucity of universal terminology to describe the bidirectional relationship between humans and animals during disasters and a failure to include all animal types in every stage of disaster and emergency management. Additionally, research predominantly focused on the health and well-being benefits of HAI for humans rather than animals. Efforts to promote social and environmental justice for humans and their co-inhabitants should support the welfare of both humans and animals in disaster settings. Four recommendations were developed based on these findings to increase the inclusion of HAI in research, policy, and practice. Limitations of the review included the exclusion of pre-2000 articles and all grey literature, limited research examining different combinations of animal and disaster types, and limited research outside of North America.

Éthique-sociologie-philosophie

11/07/2023 : Book Review: Routledge Handbook of Animal Welfare

Type de document : critique de livre publiée dans **Animals**

Auteur : David Fraser

Extrait en français (traduction) : **Compte-rendu de lecture : Routledge Handbook of Animal Welfare**

Cet ouvrage dense en informations, édité par deux universitaires et un expert en droit, a été conçu comme une "exploration complète des domaines en plein essor du bien-être animal et du droit". Il contient une énorme quantité d'informations et un large éventail de sujets dans ses 507 pages rédigées par 50 auteurs, dont beaucoup font autorité.

L'ouvrage s'ouvre sur trois chapitres généraux consacrés aux "principes fondamentaux du bien-être animal". […] Dans le chapitre 1, l'éminent vétérinaire et universitaire John Webster n'utilise que huit pages pour traiter du "statut moral des animaux" en abordant des sujets tels que les cinq libertés, le devoir de diligence, la sensibilité et la conscience […]. Ensuite, Donald Broom aborde avec la même concision les "concepts de bien-être animal", notamment le bien-être, la santé, le stress, les besoins et l'expérience affective. Enfin, Harry Blokhuis et Isabelle Veissier (bien connus pour le projet Welfare Quality©) donnent un aperçu bref mais précieux des différentes approches de l'évaluation du bien-être animal.

La deuxième partie contient neuf chapitres sur l'élevage, le transport, l'abattage et l'euthanasie, avec un chapitre sur la volaille, les porcs, les bovins, la pisciculture, le transport et d'autres sujets. Chacun de ces chapitres donne une vue d'ensemble remarquablement concise de sujets complexes. [...] Les deux sections suivantes poursuivent cette présentation de haut niveau en se concentrant sur les animaux utilisés dans des contextes non agricoles, notamment dans les domaines de la science et de l'éducation, du divertissement et de la pêche commerciale (partie III), suivies de chapitres supplémentaires consacrés à des espèces spécifiques, notamment les canidés, les félins, les équidés, les poissons de compagnie et les mammifères marins vivant sous la garde de l'homme (partie IV). […]

J'ai particulièrement apprécié la cinquième partie, qui présente trois thèmes émergents : le changement climatique, les animaux dans la gestion des catastrophes et les liens entre le bien-être animal et la santé humaine. Là encore, la brièveté du texte permet d'aborder des sujets complexes de manière très concise. […]
Qui bénéficiera le plus de ce livre ? Les étudiants, les vétérinaires et les scientifiques spécialisés dans le bien-être animal peuvent l'utiliser pour obtenir une vue d'ensemble de haut niveau sur des sujets qui ne relèvent pas de leur spécialité. […] Cependant, avec une couverture aussi condensée des sujets techniques et environ un tiers du livre consacré au droit animalier et au changement social, je pense que les défenseurs des animaux constituent le public idéal. Le livre leur permettra d'identifier les questions clés qui méritent leur attention ; il décrit différentes voies pour le changement social, et il pourrait les mettre en contact avec d'autres personnes qui tentent d'obtenir un meilleur bien-être pour les animaux dans différentes parties du monde.
Le livre relié est vendu au prix de 224 USD à la mi-2023, mais grâce aux dons de trois organisations de défense des animaux, **son contenu peut être téléchargé gratuitement ou lu en ligne à l'adresse suivante : https://doi.org/10.4324/9781003182351** (consulté le 29 juin 2023).

Extrait en anglais (original) : This information-dense book, edited by two academics and an expert in law, was designed as a “comprehensive exploration of the rapidly growing fields of animal welfare and law”. It packs a huge amount of information and a wide range of topics into its 507 pages written by 50 authors, many of whom are established authorities.
The book opens with three general chapters on “animal welfare fundamentals”. […] In Chapter 1, the eminent veterinarian-academic John Webster uses only eight pages to address “The moral status of animals” by covering such topics as the Five Freedoms, duty of care, sentience and consciousness. […] Next, Donald Broom covers “Animal welfare concepts”, including welfare, health, stress, needs, and affective experience, with similar brevity. And Harry Blokhuis and Isabelle Veissier (well known for the Welfare Quality© project) give a brief but valuable overview of different approaches to assessing animal welfare.
Part II contains nine chapters on animal farming, transport, slaughter and euthanasia, with one chapter on each of poultry, pigs, cattle, fish farming, transport and other topics. Each is a remarkably concise overview of complex topics. [...]
The next two sections continue this high-level coverage by focusing on animals used in non-agricultural settings including science and education, entertainment and commercial fishing (Part III), followed by additional species-specific chapters including canines, felines, equines, companion fish, and marine mammals living in human care (Part IV). […]
I especially welcomed Part V which provides an introduction to three emerging topics: climate change, animals in disaster management, and the links between animal welfare and human health. Again, the brevity means that these are very concise introductions to complex topics. [...]
Who will benefit most from this book? Students, veterinarians, and animal welfare scientists might use it to gain a high-level overview of topics outside their specialty. […] However, with such condensed coverage of technical subjects and roughly a third of the book focused on animal law and social change, I think advocacy workers are the ideal audience. The book would allow them to identify key issues that merit their attention; it outlines different avenues for social change, and it could connect them with others who are trying to achieve better welfare for animals in different parts of the world.

The hardcover book is priced at USD 224 as of mid 2023, but **thanks to donations from three animal-advocacy organizations, the contents are available free for download or online reading at:** **https://doi.org/10.4324/9781003182351** (accessed on 29 June 2023).

06/07/2023 : Animal welfare: Methods to improve policy and practice

Type de document : article publié dans **Science**

Auteurs : Mark Budolfson , Bob Fischer, Noah Scovronick

Extrait en français (traduction) : **Bien-être animal : Méthodes pour améliorer les politiques et les pratiques**

Il existe un consensus international croissant sur le fait que le bien-être animal est une considération cruciale dans l'analyse des politiques, couvrant des domaines allant des systèmes alimentaires à la recherche biomédicale. Le souci du bien-être animal figure également dans de nombreuses réglementations gouvernementales, programmes de certification et codes éthiques institutionnels à travers le monde, et il est au cœur de nombreuses décisions d'investissement philanthropiques et fondées sur des valeurs. Cependant, bien qu'il existe des outils quantitatifs bien développés pour intégrer le bien-être humain dans l'analyse des politiques, des outils comparables pour le bien-être animal n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements. Sans ces outils, il est impossible d'évaluer l'impact net d'une politique sur le bien-être des humains et des non-humains à la même échelle, ce qui est essentiel pour faire des choix éclairés et transparents. Dans la pratique, le bien-être des animaux est donc souvent ignoré. Étant donné que le bien-être des animaux est important dans de nombreux domaines, il est urgent de mettre au point des méthodes fondées sur les meilleures pratiques pour intégrer le bien-être des animaux dans les analyses décisionnelles.

L'objectif de ce forum politique est triple : premièrement, identifier certaines questions politiques importantes concernant le bien-être animal qui restent sans réponse ; deuxièmement, souligner les limites des outils existants pour progresser sur ces questions, en raison de la difficulté de comparer directement le bien-être humain et le bien-être animal sur une échelle commune (ainsi que les comparaisons d'animaux de différentes espèces sur une échelle commune) ; et troisièmement, présenter les nouvelles méthodes qui émergent pour surmonter ces défis. Nous espérons que cette analyse permettra d'accélérer le perfectionnement de ces méthodes, d'accroître l'intérêt pour leur déploiement dans l'analyse des politiques et d'encourager une large collaboration interdisciplinaire à cette fin.

Extrait en anglais (original) : There is growing international consensus that animal welfare is a crucial consideration in policy analysis, affecting domains ranging from food systems to biomedical research. Concern for animal welfare also features in many government regulations, certification programs, and institutional ethics codes across the globe and is central to many philanthropic and values-based investment decisions. However, although there are well-developed quantitative tools for incorporating human welfare into policy analysis, comparable tools for animal welfare are in their earliest stages. Without them, it is impossible to assess the net welfare impacts of a policy on humans and nonhumans alike on a common scale, which is crucial for making informed and transparent trade-offs. In practice, then, animal welfare is often ignored. Given that animal welfare matters in many cases, there is an urgent need for best-practice methods for integrating animal welfare into decision analyses.

The goal of this policy forum is three-fold: first, to identify some important policy questions involving animal welfare that remain unanswered; second, to crystalize the limitations of existing tools for making progress on these questions, owing to the difficulty of directly comparing human and animal welfare on a common scale (as well as comparisons of animals of different species on a common scale); and third, to outline new methods that are emerging to overcome these challenges. We hope this analysis will accelerate refinement of these methods, increase interest in their deployment in policy analysis, and encourage broad interdisciplinary collaboration toward that end.

19/06/2023 : Is ‘speciesism’ as bad as racism or sexism?

Type de document : article publié dans **Nature**

Auteur : Jonathan Birch

Extrait en français (traduction) : **Le "spécisme" est-il aussi grave que le racisme ou le sexisme ?**
Critique du livre "Animal Liberation Now", Peter Singer, Bodley Head (2023)
[...] Si nous en savons autant sur les implications de l'agriculture intensive en termes de bien-être, c'est grâce au travail des scientifiques et des militants. Nombre d'entre eux ont été incités à s'intéresser à ces questions par le livre de Peter Singer, Animal Liberation, publié pour la première fois en 1975. Il s'agissait de l'un des premiers ouvrages à documenter en détail les souffrances causées aux animaux et à les présenter avec des arguments éthiques forts appelant à l'action. Près de 50 ans plus tard, Singer a produit une édition massivement révisée et mise à jour, intitulée Animal Liberation Now (La libération animale aujourd'hui). Les nouveautés ne sont pas toutes négatives. Le livre met en valeur les réalisations marquantes du mouvement de protection des animaux [...]. Mais il s'agit surtout de mauvaises nouvelles. De nombreux problèmes se sont aggravés. Dans un long chapitre consacré à l'élevage intensif, Singer lâche un flot de faits inadmissibles. Dans cette partie du livre, les commentaires éthiques sont relégués au second plan, au profit d'une communication dépassionnée des faits. C'est un choix judicieux, car les faits parlent d'eux-mêmes.
Faire face aux faits
Mais que pouvons-nous faire en tant qu'individus ? [...] Dans quelques pays, notamment en Suède et en Allemagne, la consommation de viande a commencé à diminuer ces dernières années ; mais dans la plupart des pays, la demande n'a fait qu'augmenter au cours des décennies qui ont suivi la libération des animaux, et on prévoit qu'elle continuera à croître. Singer est parfaitement conscient de l'objection selon laquelle, du point de vue d'un producteur, le comportement d'un consommateur n'est qu'un bruit dans les données par rapport à une tendance claire d'augmentation de la demande. Un individu qui change ses habitudes n'envoie pas un signal qui obligerait les entreprises à réduire l'offre. Quel est donc l'enjeu ?
Singer a toujours eu du mal à répondre de manière convaincante à cette question, car il est attaché à une conception de l'éthique centrée sur les actions individuelles. Je pense que la bonne réponse consiste à déplacer l'accent des actions individuelles vers les actions collectives. Pousser au changement systémique est quelque chose que nous devons faire ensemble. Nos contributions individuelles seront négligeables, mais notre action coordonnée a le pouvoir de modifier les normes de l'industrie. [...] Les objectifs de ces actions devraient inclure des changements de politique, notamment une réduction des subventions publiques accordées à l'agriculture animale intensive, et pas seulement des ajustements alimentaires.
Le lien avec le climat

Plus loin dans le livre, Singer établit des liens précieux entre le bien-être animal et la lutte contre le changement climatique, une question qui, de son propre aveu, ne faisait pas partie de ses préoccupations en 1975. [...] L'abandon de la viande est fortement recommandé pour des raisons environnementales. Pourtant, il existe de véritables points de conflit, que Singer ne met pas en évidence. Les défenseurs de l'environnement ont tendance à considérer la réduction de la consommation de viande bovine comme leur priorité absolue, car les émissions associées à la production de viande bovine sont très importantes. Mais ils recommandent parfois de remplacer la viande bovine par du poulet, ce qui risque d'accroître encore la demande pour l'un des types d'élevage les moins respectueux de l'environnement.

En outre, certains choix rhétoriques et philosophiques limiteront toujours l'attrait du livre. Dans les deux éditions, Singer fonde ses arguments sur le rejet du "spécisme", un type de discrimination qu'il compare au sexisme ou au racisme, mais sur la base de l'espèce. Pour Singer, nous pouvons traiter un animal différemment en fonction de ses capacités cognitives, mais jamais uniquement parce qu'il appartient à une espèce différente. Par exemple, il affirme que si l'on est prêt à tuer un porc et à prélever ses organes au profit de l'homme (s'ils sont compatibles avec l'espèce humaine), on devrait être prêt à faire de même avec un enfant humain né sans certaines parties de son cerveau et de son crâne, dont les capacités mentales sont moindres que celles du porc.

Singer est un utilitariste convaincu, qui préconise des solutions visant à maximiser le bien-être général : le plus grand bonheur pour le plus grand nombre. Il est donc favorable au prélèvement d'organes sur le porc et sur le nourrisson si les bénéfices sont suffisamment importants par rapport à la souffrance causée. Il s'agit là d'un test décisif pour Singer : certains lecteurs apprécieront la comparaison, d'autres s'en indigneront. Les défenseurs des droits des personnes handicapées trouvent depuis longtemps ce type d'argument exaspérant et offensant. La tragédie de l'approche de Singer est que deux mouvements progressistes qui devraient être alliés finissent par être apparemment opposés. [...]

Le bien-être animal en recherche

Un deuxième choix discutable consiste à mettre l'expérimentation animale sur le même plan que l'élevage intensif, en la présentant comme une autre manifestation d'un spécisme flagrant. Dans le cas de la recherche animale, l'équilibre entre les avantages et les inconvénients est souvent beaucoup plus subtil, et le style tranché de Singer semble moins approprié. Bien qu'il ne soit pas un abolitionniste absolu [...], la grande majorité de la recherche animale est dans sa ligne de mire.

Pourtant, une vérité gênante est que la protection du bien-être des animaux nécessite une compréhension de l'esprit et du comportement des animaux, et la compréhension que nous avons repose en grande partie sur la recherche animale. [...]

Ce livre nous rappelle que les faits simples et bien documentés, présentés de manière claire, sont souvent plus éloquents que les arguments philosophiques.

Extrait en anglais (original) : Book review Animal Liberation Now Peter Singer Bodley Head (2023)

[...] We know as much as we do about the welfare implications of intensive farming because of the work of scientists and campaigners. Many of them were inspired to enter these areas by Peter Singer’s book Animal Liberation, first published in 1975. It was one of the first books to document the suffering caused to animals in detail, and present it together with strident ethical arguments calling for action. Almost 50 years later, Singer has produced a massively revised and updated edition, Animal Liberation Now. The new material is not all bad news. The book showcases signature achievements of the animal-welfare movement [...]. But it is mostly bad news. Many problems have

worsened. In a long chapter on intensive farming, Singer lets loose a barrage of unconscionable facts. [...] In this part of the book, ethical commentary takes a back seat to the dispassionate communication of facts. That is a wise choice, because the facts speak for themselves.

Facing the facts

But what can we, as individuals, do about it? [...] In a few places, notably Sweden and Germany, meat consumption has begun to fall in recent years; but in most, demand has only risen in the decades since Animal Liberation, and it is projected to grow further. Singer is acutely aware of the objection that, from a producer's point of view, a consumer's behaviour is just noise in the data against a clear trend of rising demand. An individual changing their habits does not send a signal that would force companies to cut supply. So, what is the point?

Singer has always struggled to reply to this convincingly because he is committed to a way of thinking about ethics that centres on individual actions. I think the right reply is to shift the focus from individual to collective actions. Pushing for systemic change is something we must do together. Our individual contributions will be negligible, but our coordinated action has the power to shift industry norms. [...] The goals of such actions should include policy changes, including a reduction in the government subsidies that flow to intensive animal agriculture, not just dietary adjustments.

The climate connection

Later in the book, Singer makes valuable connections between animal welfare and the fight against climate change, an issue that was (by his own admission) not on his radar in 1975. [...] Shifting away from meat is highly recommended on environmental grounds. Yet there are genuine points of conflict, which Singer underplays. Environmental campaigners tend to see reducing beef consumption as their top priority, because the emissions associated with beef production are so great. But they sometimes recommend replacing beef with chicken, potentially further increasing demand for one of the lowest-welfare kinds of farming.

Moreover, there are some rhetorical and philosophical choices that will always limit the book's appeal. In both editions, Singer rests his arguments on the rejection of 'speciesism': a type of discrimination that Singer likens to sexism or racism, but on grounds of species. For Singer, we might differ in how we treat an animal on the grounds of cognitive capacity, but never just because it is a different species. For example, he argues, if you would be willing to kill a pig and harvest its organs to benefit people (if they were human-compatible), you should be willing to do the same to a human infant born without parts of its brain and skull, which has less mental capacity than the pig. Singer is a committed utilitarian, advocating solutions that maximize overall well-being: the greatest happiness for the highest number. He thus favours taking organs from both the pig and the infant if the benefits are large enough, relative to any suffering caused. This is a Singer litmus test: some readers will welcome the comparison, most will seethe. Disability-rights campaigners have long found this style of argument exasperating and offensive. The tragedy of Singer's approach is that two progressive movements that should be allied end up seemingly opposed. [...]

Animal welfare in research

A second questionable choice is to put animal experimentation in the same bracket as intensive farming, portraying it as another manifestation of egregious speciesism. In the case of animal research, the harms and benefits are often balanced much more finely, and Singer's trenchant style seems less appropriate. Although he is not an absolutist abolitionist [...] the vast majority of animal research is in his crosshairs. Yet an awkward truth is that protecting animal welfare requires an

understanding of animal minds and behaviour, and the understanding we have rests substantially on animal research. [...]
The book is a reminder that plain, well-sourced facts, starkly presented, often speak louder than philosophical arguments.

08/06/2023 : Animal Liberation Now

Type de document : livre publié par **The Bodley Head**

Auteur : Peter Singer

Présentation en français (traduction) : **La libération animale aujourd'hui**
Entièrement réécrit et entièrement mis à jour pour refléter les problèmes urgents d'aujourd'hui, *La libération animale aujourd'hui* présente les arguments définitifs pour repenser radicalement la relation humain-animal [...]
Malgré les améliorations apportées au bien-être des animaux dans certaines régions - en grande partie grâce à ce livre - dans beaucoup d'autres, l'ampleur des mauvais traitements infligés aux animaux a atteint des niveaux stupéfiants. Cette édition révisée, dont les deux tiers environ sont entièrement nouveaux, documente ces faits et d'autres évolutions, telles que l'impact de la consommation de viande sur le climat et la propagation de nouveaux virus dangereux. Elle affine ses arguments à la lumière de nouvelles preuves, fournit au lecteur de nouveaux outils et conseils et nous montre le chemin à parcourir. Le résultat, *La libération animale aujourd'hui,* est un livre d'une puissance, d'une pertinence et d'une importance galvanisantes.

Présentation en anglais (original) : Now fully rewritten and entirely updated to reflect the pressing problems of today, *Animal Liberation Now* presents the definitive case for radically rethinking humanity's relationship with other animals […]
Despite improvements in animal welfare in some regions - brought about in large part by this book - in many others the scale of their abuse has reached staggering new depths. This revised edition, of which about two-thirds is entirely new, documents these and other developments, such as the impact of meat consumption on climate and the spread of dangerous new viruses. It refines its arguments in light of new evidence, equips the reader with fresh tools and advice, and shows us all the road ahead. The result, Animal Liberation Now, is a book of galvanising power, relevance and importance.

Initiatives en faveur du BEA – filières, agences de financement, organismes de recherche, pouvoirs publics

07/07/2023 : Plan « vague de chaleur » : recommandations pour les éleveurs

Type de document : actualité du **Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire**

Auteur : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Extrait : Les météorologues s'accordent à dire que les vagues de chaleur seront de plus en plus fréquentes, précoces, intenses et longues. Des mesures d'anticipation et de préparation sont donc nécessaires pour aborder les futures canicules.
Le dispositif du Plan national canicule, mis en place depuis l'été 2003, a évolué vers un plan interministériel de gestion des vagues de chaleur qui intègre le secteur de l'élevage. Ce plan prévoit, notamment, de mener une campagne nationale d'information ciblée auprès :

- des professionnels de l'élevage des animaux de rente, de compagnie ;
- des transporteurs d'animaux.

Et ce afin que les propriétaires prennent les mesures préventives et de gestion pour garantir le bien-être de leurs animaux, notamment en cas de vague de chaleur.
Pour adopter de bons réflexes, consultez :
La fiche de recommandations du ministère pour les détenteurs d'animaux pdf (document accessible) - 256.31 Ko
La fiche de recommandations de l'Itavi pour les poules pondeuses pdf - 1.16 Mo
La fiche de recommandations de l'Interbev pour le transport d'animaux pdf - 1.12 Mo
La fiche de recommandations de l'Itavi pour les volailles de chair pdf - 1.14 Mo
Les fiches de recommandations de l'IFIP (7, 10, 11, 12 et 13)
La fiche de recommandations du CNIEL sur la ventilation des bâtiments d'élevage laitier pdf - 5.01 Mo
La FAQ du CNIEL sur l'adaptation des bâtiments d'élevage laitier pdf - 2.3 Mo
Le plan d'action stratégique du CNIEL portant sur l'adaptation des bâtiments d'élevage laitier aux conditions chaudes estivales

30/06/2023 : Animal Welfare – for sustainability and competitiveness

Type de document : enregistrements vidéo de la conférence donnée à Uppsala le 30 juin 2023 dans le cadre de la **Présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne** (en anglais).

Auteur : présidence suédoise de l'Union européenne

Présentation en français (traduction) : **Animal Welfare - for sustainability and competitiveness**
Les participants invités étaient des représentants des États membres et des organisations. Il était également possible de suivre la conférence en ligne.
Modérateur : Linda Keeling, professeur de bien-être animal, Université suédoise des sciences agricoles, SLU
1ère partie (1h30) **:** *Introduction*
Dan Ericsson, Secrétaire d'Etat, Ministère des affaires rurales et des infrastructures
Stella Kyriakides, Commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire
Législation européenne en matière de bien-être animal - l'heure est au changement
Lucie Carrouee, Chef d'unité adjoint, SANTE G3 Bien-être animal, Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (SANTE), Commission européenne
Christian Juliusson, responsable législatif, SANTE G3 Bien-être animal, Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (SANTE), Commission européenne
2ème partie (1h30) **:** *Les avis scientifiques comme point de départ de la législation sur le bien-être animal*

Yves van der Stede, équipe "Bien-être animal", unité "Dangers biologiques et santé et bien-être des animaux" (BIOHAW), Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)

3ème partie (1h51) : *Le rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le bien-être animal*

Maria Knutson Wedel, vice-chancelière, université suédoise des sciences agricoles, SLU

L'histoire qui se cache derrière la queue - les avantages de l'amélioration du bien-être des animaux d'élevage

Rebecka Westin, DVM, professeur associé, EBVS© Spécialiste vétérinaire européen en science, éthique et droit du bien-être animal. Département de l'environnement et de la santé animale, Université suédoise des sciences agricoles, SLU/ Farm & Animal Health (Gård & Djurhälsan)

Effets de l'élevage de vaches laitières à haut rendement avec leurs veaux dans des systèmes de traite automatique

Sigrid Agenäs, professeur en gestion des ruminants avec un accent particulier sur la biologie de la lactation, Université suédoise des sciences agricoles, SLU

Débat d'experts - Pouvons-nous nous permettre de ne pas élever le niveau de bien-être des animaux ?

Adam Drosio, vice-président du groupe de travail sur la santé et le bien-être des animaux, COPA-COGECA Reineke Hameleers, directrice générale de l'Eurogroupe pour les animaux Andrea Gavinelli, chef d'unité, SANTE G3 Bien-être des animaux, direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (SANTE), Commission européenne Yves van der Stede, équipe "Bien-être des animaux", unité "Dangers biologiques et santé et bien-être des animaux" (BIOHAW), Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)

4ème partie : *Débat avec* : Reineke Hameleers, directrice générale de l'Eurogroupe pour les animaux

Andrea Gavinelli, Chef d'unité, SANTE G3 Bien-être animal, Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire (SANTE), Commission européenne

Yves van der Stede, Équipe bien-être animal, Unité risques biologiques et santé et bien-être des animaux (BIOHAW), Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)

Conclusions

Christina Nordin, directrice générale, Conseil suédois de l'agriculture ; Esperanza Orellana, directrice générale des marchés des productions agricoles - Ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, représentante de la future présidence espagnole

Présentation en anglais (original) : The invited participants were representatives from the member states and organisations. It was also possible to follow the conference online

Moderator: Linda Keeling, Professor of Animal Welfare, Swedish University of Agricultural Sciences, SLU

Part 1 (1h30): *Introduction*

Dan Ericsson, State Secretary, Ministry of Rural Affairs and Infrastructure

Stella Kyriakides, Commissioner for Health and Food Safety

EU animal welfare legislation – time for change

Lucie Carrouee, Deputy Head of Unit, SANTE G3 Animal Welfare, Directorate-General for Health and Food Safety (SANTE), European Commission

Christian Juliusson, Legislative Officer, SANTE G3 Animal Welfare, Directorate-General for Health and Food Safety (SANTE), European Commission

Part 2 (1h30): *Scientific opinions as starting point for animal welfare legislation*

Yves van der Stede, Animal Welfare Team, Biological Hazards & Animal Health and Welfare Unit (BIOHAW), European Food Safety Authority, EFSA

Part 3 (1h51): *The role of higher education and research for animal welfare*

Maria Knutson Wedel, Vice-Chancellor, Swedish University of Agricultural Sciences, SLU

The tale behind the tail – benefits of improving farm animal welfare

Rebecka Westin, DVM, Associate professor, EBVS© European Veterinary Specialist in Animal Welfare Science, Ethics and Law. Dept. of Animal Environment and Health, Swedish University of Agricultural Sciences, SLU/ Farm & Animal Health (Gård & Djurhälsan)

Effects of keeping high yielding dairy cows together with their calves in automatic milking systems

Sigrid Agenäs,

Professor in Management of Ruminants with a special focus on lactation biology, Swedish University of Agricultural Sciences, SLU

Panel debate - Can we afford not to raise the level of animal welfare?

Adam Drosio, Vice President of Animal Health and Welfare Working Party, COPA-COGECA Reineke Hameleers, CEO Eurogroup for Animals Andrea Gavinelli, Head of Unit, SANTE G3 Animal Welfare, Directorate-General for Health and Food Safety (SANTE), European Commission Yves van der Stede, Animal Welfare Team, Biological Hazards & Animal Health and Welfare Unit (BIOHAW), European Food Safety Authority, EFSA

Part 4 (1h05): *Panel debate with:* Reineke Hameleers, CEO Eurogroup for Animals Andrea Gavinelli, Head of Unit, SANTE G3 Animal Welfare, Directorate-General for Health and Food Safety (SANTE), European Commission Yves van der Stede, Animal Welfare Team, Biological Hazards & Animal Health and Welfare Unit (BIOHAW), European Food Safety Authority, EFSA

Concluding remarks

Christina Nordin, Director General, Swedish Board of Agriculture Esperanza Orellana, General Director for Agricultural Productions Markets – Ministry of Agriculture, Fisheries and Food, Representative for the incoming Spanish presidency

28/06/2023 : Consultation publique sur la trajectoire de réchauffement de référence : une occasion d'agir pour le bien-être des animaux d'élevage

Type de document : actualité de **Welfarm**

Auteur : Welfarm

Extrait : Dans le cadre de la conception du prochain Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACCC-3), le Gouvernement a lancé le 23 mai dernier une consultation publique sur la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au réchauffement climatique.

L'association Welfarm vous propose d'y répondre, afin d'inciter les responsables politiques à prendre en compte le bien-être des animaux d'élevage dans une France à + 4 °C.

Cette année, le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Christophe Béchu, a fait plusieurs annonces sur la nécessité de préparer la France à un scénario de + 4 °C de réchauffement en 2100. Dans ce cadre, le Gouvernement a lancé une **consultation publique** sur la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC).

Ouverte à tous, cette consultation a lieu du 23 mai et jusqu'à la mi-septembre. Les contributions seront utilisées pour concevoir le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACCC-3), qui sera présenté d'ici à la fin de l'année. C'est une occasion unique de se mobiliser pour que le bien-être des animaux d'élevage ne soit pas oublié dans le PNACC-3.

Pourquoi répondre à la consultation publique sur la TRACC

Par sa campagne **« Chaud Dedans »**, l'association Welfarm entend protéger les animaux d'élevage, terrestres et aquatiques, de l'impact des vagues chaleurs, qui vont devenir de plus en plus précoces, fréquentes et intenses sous l'effet du changement climatique.

Son objectif est de demander au Gouvernement d'interdire les transports d'animaux par fortes chaleurs et d'accélérer la transition vers des modèles d'élevage plus respectueux du bien-être des animaux, plus résilient aux effets du réchauffement climatique, et à même de minimiser le plus possible les souffrances des animaux lors des vagues de chaleur.

Welfarm soutient en priorité les trois mesures suivantes :

- la réduction des densités (ce qui implique donc plus d'espace par animal dans les bâtiments et dans les bassins d'élevage) ;
- l'accès au plein air, avec un parcours extérieur aménagé et ombragé pour les animaux terrestres, et à des bassins aménagés et dotés de zones d'ombre pour les poissons ;
- l'interdiction des transports d'animaux organisés par fortes chaleurs et des exportations d'animaux vivants vers les pays tiers de l'Union européenne.

Pour porter ces mesures, l'association Welfarm souhaite que le bien-être des animaux d'élevage soit pris en compte dans le PNACC-3, et en particulier dans le plan de gestion des vagues de chaleur. En répondant à la consultation publique sur la TRACC, vous pouvez agir pour mettre le bien-être des animaux de ferme au cœur du PNACC-3.

28/06/2023 : Les ministres de l'Agriculture de l'UE lancent un « appel urgent » pour mettre fin à l'élevage d'animaux à fourrure

Type de document : actualité d'**Eurogroup for animals**

Auteurs : Paula Andrés. Traduction : Nicolas Thomsin

Extrait : Une majorité d'États membres de l'UE s'est prononcée en faveur d'une interdiction de l'élevage d'animaux à fourrure et de la vente de produits en fourrure à l'échelle de l'UE, mais la Commission européenne a déclaré qu'elle attendait des avis scientifiques supplémentaires pour orienter ses travaux sur la question.

Lundi (26 juin), une coalition d'États membres a soutenu une interdiction de l'élevage d'animaux à fourrure, une pratique qui consiste à élever puis à tuer des animaux sauvages à fourrure uniquement pour leur peau, comme les visons, les renards et les chiens viverrins.

L'initiative, lancée par les délégations allemande, autrichienne et néerlandaise, a été examinée lors de la réunion mensuelle des ministres de l'Agriculture — le Conseil « Agriculture et pêche » (AGRIPECHE) — qui s'est déroulée à Luxembourg.

Le ministre allemand de l'Agriculture, Cem Özdemir, a lancé un appel urgent à la Commission pour qu'elle « tienne compte de l'interdiction de l'élevage d'animaux à fourrure » dans le cadre de la prochaine révision des règles relatives au bien-être animal, prévue en septembre de cette année.

[…]
D'autres pays, dont la Belgique, l'Estonie, la Lituanie, le Luxembourg et la République tchèque, ont manifesté leur soutien à l'initiative.
Bien que la Lituanie se soit opposée à l'interdiction lors d'une **réunion du Conseil AGRIPECHE l'année dernière**, elle est sur le point de devenir le 20e pays d'Europe à interdire l'élevage d'animaux à fourrure.
La Finlande et la Pologne sont actuellement les États membres de l'UE qui comptent le plus grand nombre d'élevages d'animaux à fourrure, alors que d'autres pays comme l'Espagne, la Grèce et la Lituanie figurent en tête de liste des élevages de visons.
La Finlande et la Grèce font partie des pays opposés à la proposition d'interdiction, tandis que l'Espagne ne s'est pas exprimée sur le sujet. […]
La commissaire européenne à la Santé et responsable des règles relatives au bien-être des animaux, Stella Kyriakides, a informé les ministres que « l'EFSA [Autorité européenne de sécurité des aliments] n'a pas encore émis d'avis scientifique sur le bien-être des animaux à fourrure pour orienter les travaux de la Commission dans ce domaine ». […]
L'exécutif européen a toutefois envisagé une interdiction potentielle de l'élevage d'animaux à fourrure dans un **projet d'analyse d'impact** consulté par EURACTIV en avril. […]
Selon **des données de l'EFSA,** on comptait jusqu'en 2019 environ 2900 élevages d'animaux à fourrure dans l'Union. La pandémie de Covid a porté un coup au secteur, et le nombre d'élevages de visons est tombé à 759, principalement situés en Finlande, en Pologne, en Lituanie et en Grèce.

22/06/2023 : Study presentation : Animal welfare of farmed fish

Type de document : actualité de la Commission Pêche du **Parlement européen**

Auteur : Commission Pêche du Parlement européen

Extrait en français (traduction) : **Présentation de l'étude Bien-être des poissons d'élevage**
Le 27 juin 2023, le département des politiques structurelles et de la cohésion a présenté une nouvelle étude intitulée "Animal welfare of farmed fish" (bien-être animal des poissons d'élevage).
Cette étude porte sur le bien-être des principales espèces de poissons élevées dans l'Union européenne et met en évidence les connaissances actuelles sur le bien-être des poissons, les lacunes dans les connaissances, les besoins des poissons et les méthodes d'élevage qui posent problème pour le bien-être des poissons. L'étude se concentre sur les systèmes de production et les phases de production en fonction des espèces. Les recherches comprennent une analyse documentaire, une évaluation du cadre réglementaire, une consultation des parties prenantes, des études de cas et une analyse SWOT. Des conclusions et des recommandations politiques pertinentes pour le processus décisionnel de l'UE sont fournies.
L'étude en résumé (en anglais)
L'étude complète (en anglais)
La présentation (ppt en anglais)

Extrait en anglais (original) : On 27 June 2023, the Policy Department for Structural and Cohesion Policies presented a new study entitled "Animal welfare of farmed fish".
The study investigates the welfare of the main fish species reared in the European Union, and highlights current knowledge on fish welfare, knowledge gaps, fish needs and husbandry methods of concern for fish welfare. The study focuses on production systems and production phases in a

species-specific way. Research includes a literature review, an evaluation of the regulatory framework, a stakeholders' consultation, case studies and a SWOT analysis. Conclusions and policy recommendations relevant to EU decision-making are provided.
Study at a glance
Full study
Powerpoint Presentation

Actualité ayant donné lieu à deux articles d'Eurogroup for Animals :
- le 27 juin 2023 : **Member States recommend the inclusion of animal welfare in the Common Fisheries Policy**
- le 23 juin 2023 : **Reviewing the European Parliament's technical study on farmed fish welfare**

19/06/2023 : Allemagne : une commissaire fédérale au bien-être animal entre au gouvernement

Type de document : actualité de **Welfarm**

Auteur : Welfarm

Extrait : C'est une avancée notable pour la condition animale outre-Rhin : Ariane Désirée Kari est désormais commissaire fédérale au bien-être animal. Cette vétérinaire de formation sera chargée d'exercer 7 missions principales au sein du ministère fédéral allemand de l'Agriculture. Suite à sa nomination le 10 mai dernier par le ministère fédéral de l'Agriculture allemand, Ariane Désirée Kari a pris ses fonctions de commissaire fédérale au bien-être animal le 12 juin 2023. Elle occupait précédemment le poste de déléguée adjointe au bien-être des animaux dans le Bade-Wurtemberg.
Au moment de sa nomination, le ministre fédéral allemand de l'Agriculture, Cem Özdemir, s'était félicité de la création d'un bureau au niveau fédéral permettant de « renforcer structurellement et institutionnellement le bien-être animal en Allemagne ».
7 missions principales
Selon le ministère, Ariane Désirée Kari travaillera « de façon indépendante sur les plans politique et professionnel ». La commissaire exercera notamment les tâches suivantes :
1. conseils et soutien au ministre fédéral responsable du bien-être animal sous forme de recommandations et d'avis ;
2. participation à des projets du gouvernement fédéral dans le domaine du bien-être animal et participation au développement ultérieur du bien-être animal aux niveaux national, européen et international ;
3. coopération et échange avec les autorités des Länder responsables de l'application des réglementations en matière de bien-être animal et les commissaires au bien-être animal nommés dans les Länder ;
4. traitement des demandes des citoyens sur des questions générales et d'actualité liées au bien-être animal ;
5. échange avec les organisations fédérales et territoriales de protection des animaux et d'élevage ;
6. présentation et communication des travaux des commissaires au public ;
7. élaboration et publication d'un rapport d'activité régulier sur les travaux des commissaires.
Et au niveau européen ?

La nomination d'Ariane Désirée Kari est l'occasion de mettre en lumière la campagne **EU for Animals** lancée en mars 2021 par l'ONG belge Gaia et menée en France par Welfarm, qui vise à demander l'insertion de la notion de bien-être animal dans le titre de la commissaire européenne en charge de ce sujet, Stella Kyriakides.
La Commission européenne est en effet organisée en directions générales (DG), dont la DG Santé qui traite des sujets santé, sécurité alimentaire et bien-être animal. Toutefois, la DG s'intitule « Santé et sécurité alimentaire » en version longue, sans mentionner explicitement le bien-être animal en dépit de ses attributions. L'objectif d'EU for Animals est de remédier à cette situation, afin d'asseoir la place du bien-être animal au sein des institutions européennes.

16/06/2023 : 10 bonnes pratiques pour améliorer le bien-être animal

Type de document : article publié dans **Vétérinaire33**

Auteur : Vétérinaire33

Extrait : La Fédération des Vétérinaires d'Europe (FVE) a sélectionné 10 recommandations clés avec pour objectif l'amélioration de la législation sur le bien-être des animaux, en l'alignant sur les preuves scientifiques les plus récentes et en en élargissant la portée.
Améliorer le bien-être des animaux à la ferme :
Le premier domaine d'intervention concerne les élevages dans le cadre desquels il est proposé :
1. des systèmes d'élevage en plein air (sans cage) pour les poules pondeuses
2. des systèmes de mise bas plus respectueux du bien-être animal et prévenir les mutilations de porcelets (amputation de la queue et castration)
3. réduire la boiterie chez les bovins laitiers
4. mieux protéger les espèces non encore couvertes, comme les animaux de compagnie, les ânes et les lapins
5. visites régulières de vétérinaires pour le bien-être et la santé des animaux.
Améliorer le bien-être des animaux durant le transport En ce qui concerne le transport, les recommandations de la FVE sont les suivantes :
6. des règles sur le transport des chats et des chiens
7. des conditions de voyage fondées sur des données probantes et élimination progressive du transport maritime vers les pays tiers.
Améliorer le bien-être des animaux au moment de l'abattage
Quant à l'abattage, la FVE recommande fortement :
8. l'abattage des animaux seulement après étourdissement
9. éviter l'élevage d'animaux indésirables [comme les poussins mâles, les chevreaux mâles, les veaux mâles]
Améliorer l'évaluation du bien-être des animaux
Enfin, la FVE recommande plus généralement :
10. Harmoniser l'étiquetage du bien-être des animaux au sein de l'UE et appliquer des indicateurs significatifs du bien-être des animaux.

Les 10 recommandations clés de la FVE (en anglais)

15/06/2023 : Évaluation des coûts de production des filières porcs et poulets de chair sous cahiers des charges « bien-être animal » et de leurs modalités de valorisation

Type de document : rapport d'étude de **FranceAgriMer**

Auteurs : Burkhard Schaer, Maurine Mamès, Michael Böhm, Elsa Trottet, Valentina Wiggert, Paul Hoschek, Johann Groß, Jürgen Hansen

Extrait : *Introduction : Objectifs et déroulé du projet*

Le bien-être animal est un sujet qui peut être source de controverses dans le débat public si bien que les filières d'élevage sont amenées à se questionner sur les modèles technico- économiques actuellement pratiqués ainsi que sur les perspectives d'évolution.

Dans ce contexte, France Agri Mer a lancé le projet « Évaluation des coûts de production des filières porcs et poulets de chair sous cahiers des charges « bien-être animal » et de leurs modalités de valorisation » et mandaté Ecozept pour sa réalisation.

L'objectif opérationnel du projet a été de dresser un bilan des démarches existantes en matière de bien-être animal, dans les filières porc et volailles de chair, en Europe du Nord (Pays-Bas, Danemark et Allemagne) et de réponde à deux questions :

• Quel est le surcoût de production dans les différentes démarches de bien-être animal, et quelles sont les principaux facteurs qui influent sur les surcoûts ?

• Quelle est la valorisation, sur le marché, des produits issus des démarches bien-être animal et quels sont les modes de valorisation ? […]

Conclusion

Le présent projet a permis d'identifier les facteurs des surcoûts, les conditions de valorisation et les perspectives pour les démarches de bien-être animal. On peut également déduire de ce travail comparatif des recommandations pour la mise en place de nouvelles démarches de bien-être animal.

Ainsi, il semblerait que le premier pas, de « niveau standard » vers le « premier niveau bien-être animal » (appelé niveau 1 ou niveau 2 selon les pays) soit le plus critique. Ce premier niveau génère bien un surcoût, mais ne permet qu'une faible valorisation sur le marché (voire pas de valorisation additionnelle du tout).

Les niveaux 2 et 3 (ou 4) sont souvent plus rentables. Mais, généralement, ils ne seront mis en œuvre que par les exploitations qui, par leur disposition (espace disponible, parcellaire non morcelé...), s'y prêtent, ce qui délimite leur montée en volume. Même sous conditions favorables de valorisation, la rentabilité des exploitations dépendra fortement des coûts liés aux investissements (bâtiments, surfaces).

La Grande distribution a poussé, dans les pays observés, à élargir la production sous des niveaux supérieurs en bien-être animal, en proposant des systèmes de contractualisation avec primes et prix garantis àla clé. Ces modèles de rémunération augmentent l'acceptabilité par les élevages. Dans ce contexte on peut également remarquer des modèles novateurs, tel que l'arbitrage des prix et primes par un tiers (institution publique, organisme de recherche) ou le calcul du coût mixte à travers les différents niveaux de bien- être animal.

L'élargissement de la production en bien-être animal dépend donc d'un diagnostic de la situation des élevages concernés et d'un projet de mise en marché cohérent. Les adaptations des bâtiments

sont un frein majeur. Toute rénovation et surtout toute nouvelle construction se heurte à la charge financière et à l'obstacle du permis de construire. En effet, dans tous les pays observés, les permis de construire sont très difficiles à obtenir pour tout projet d'élevage.
Dans la mise en place de nouvelles démarches de bien-être animal (ou dans l'évolution de ces dernières) il convient de réaliser un inventaire des exploitations qui, par leur configuration, sont adaptées à cette démarche, et de concentrer les efforts sur celles-ci. D'autres freins à l'élargissement de la production respectueuse du bien-être animal peuvent être levés plus facilement.
Ainsi, le manque d'information et les a-priori qui persistent dans le monde agricole peuvent être palliés par une communication plus volontariste, portée par les responsables publics et syndicaux. Un recueil de bonnes pratiques en élevage respectueux du bien-être animal, diffusé largement auprès des acteurs de la filière, peut contribuer à réduire les surcharges de travail et à augmenter la rentabilité.
Finalement, le défi de la formation du personnel agricole est à relever : le personnel, qu'il soit permanent ou en remplacement temporaire, n'est aujourd'hui pas formé pour aider à conduire un élevage qui répond aux niveaux élevés de bien-être animal. Compléter les programmes de formation en ce sens parait incontournable pour faciliter la conversion des exploitations vers des pratiques d'élevage plus respectueuses du bien-être animal.
Dans leur ensemble, les résultats de l'étude montrent que le bien-être animal peut être une voie pertinente pour amener le secteur de l'élevage vers une meilleure valorisation et une meilleure acceptabilité par la société civile, sous condition que les différents maillons de la filière coopèrent étroitement et à long terme.

Rapport ayant donné lieu à un article dans Filières avicoles le 19 juin 2023 : **Bien-être animal : combien ça coûte ?**

14/06/2023 : More than 1.5 million citizens ask for a Fur Free Europe

Type de document : communiqué de presse d'**Euractiv**

Auteur : Euractiv

Extrait en français (traduction) : **Plus de 1,5 million de citoyens demandent une Europe sans fourrure**
1 502 319 signatures ont été officiellement remises à la Commission européenne (CE), demandant à l'UE d'interdire une fois pour toutes l'élevage d'animaux à fourrure et la mise sur le marché de produits à base de fourrure d'élevage.
Fur Free Europe a été lancée en mai 2022 et a reçu le soutien de plus de quatre-vingts organisations de toute l'Europe. Elle a été clôturée le 1er mars, avant la date limite officielle, grâce à un nombre record de signatures recueillies : 1 701 892 en moins de dix mois. L'ICE a également atteint le seuil de signatures dans dix-huit États membres. Les signatures ont été soumises à l'État membre concerné pour validation.
Sur tous les fronts, la pratique de l'élevage d'animaux à fourrure ne repose sur aucun fondement raisonnable. Dans les fermes à fourrure, des animaux sauvages tels que des visons, des renards et des chiens viverrins sont enfermés dans de minuscules cages, empêchés de manifester leur comportement naturel et tués uniquement en raison de la valeur de leur fourrure.

En outre, les élevages présentent un risque important pour la santé animale et humaine, comme l'a prouvé la pandémie de COVID-19, dont les foyers ont entraîné la transmission de variantes de l'animal à l'homme. D'un point de vue environnemental, l'utilisation de produits chimiques toxiques dans la production de fourrure en fait l'une des industries les plus polluantes. L'industrie de la fourrure représente également une menace sérieuse pour la biodiversité, certaines espèces d'élevage échappées des fermes à fourrure étant désormais considérées comme des espèces exotiques envahissantes (EEE), ce qui a des répercussions négatives importantes sur la faune et la flore sauvages européennes.
Les organisateurs de l'ICE vont maintenant rencontrer la Commission européenne, puis assister à une audition publique au Parlement européen, après quoi la Commission européenne devra répondre publiquement à l'initiative avant la fin de l'année.
Il s'agit de la dixième initiative citoyenne européenne (ICE) réussie depuis le lancement de l'outil, et sept des dix ICE étaient consacrées aux questions animales. Fur Free Europe représente l'ICE la plus réussie en matière de bien-être animal, et la troisième plus réussie au total.

Extrait en anglais (original) : 1,502,319 signatures were officially submitted to the European Commission (EC), calling on the EU to ban fur farming and the placement of farmed fur products on the market once and for all.
Fur Free Europe was launched in May 2022 and received the support of more than eighty organisations from all around Europe. It closed on March 1st, earlier than its official deadline, thanks to a record number of signatures collected: 1,701,892 in less than ten months. The ECI also successfully reached the signatures threshold in eighteen Member States. The signatures were submitted to the relevant Member State for validation.
On all fronts, the existence of fur farming holds no reasonable grounds. In fur farms wild animals such as minks, foxes and racoon dogs are kept in tiny cages, hindered from displaying natural behaviour and killed solely because of the value of their fur.
In addition, the farms pose a significant risk on animal and human health, as proven during the COVID-19 pandemic, when outbreaks caused variants to be transmitted from animals to humans. From an environmental perspective, the use of toxic chemicals in the production of fur makes it one of the most polluting industries. The fur industry also poses serious threats to biodiversity, with some farmed species escaped from fur farms now considered Invasive Alien Species (IAS), causing significant adverse impacts on European native wildlife.
The ECI organisers will now meet with the European Commission and then attend a public hearing at the European Parliament, after which the European Commission has to publicly respond to the initiative, before the end of the year.
This marks the 10th successful European Citizens' Initiative (ECI) since the tool was launched, and 7 out of 10 ECIs were dedicated to animal issues. Fur Free Europe represents the most successful ECI for animal welfare, and the third most successful overall.

05/06/2023 : Fear mongering will not stop the transition to a better world for farmed animals

Type de document : actualité d'**Eurogroup for Animals**

Auteur : Eurogroup for Animals

Extrait en français (traduction) : **L'alarmisme n'empêchera pas la transition vers un monde meilleur pour les animaux d'élevage.**

L'étude d'impact sur le passage à l'élevage sans cage présentée par la Copa-Cogeca, le plus grand organisme industriel représentant les plus grandes entités agricoles, est très éloignée des conclusions scientifiques de l'EFSA. Les hypothèses de l'organisation de lobbying s'appuient sur des arguments alarmistes pour brosser un tableau très éloigné de la vérité.
Dans cette évaluation, la Copa-Cogeca part du principe que les producteurs de l'UE devraient adhérer à des normes généralement plus strictes que celles appliquées dans les pays tiers. L'UE, qui est actuellement un exportateur net de produits animaux, deviendrait ainsi un importateur net de ces produits. En outre, le rapport s'achève sur l'hypothèse non étayée selon laquelle la Commission européenne pourrait envisager un "scénario de choc" dans sa législation révisée sur le bien-être animal. Cette vision ne correspond pas aux nombreux engagements pris par la Commission européenne d'envisager l'introduction d'exigences en matière d'importation dans la nouvelle législation.

La Copa-Cogeca a présenté des calculs sur les conséquences en matière de bien-être qui sont étonnamment différents de ceux présentés par l'EFSA dans son avis scientifique sur le bien-être des porcs, faisant état d'une augmentation de la mortalité des porcelets et des blessures des truies, d'une augmentation du comportement agressif des truies et d'une augmentation de l'abattage. De nombreuses sources scientifiques incluses dans l'avis de l'EFSA aboutissent à des conclusions opposées : les systèmes sans cage et la mise bas libre n'augmentent pas la mortalité des porcelets et améliorent généralement le bien-être des animaux. Les truies sont plus calmes lorsqu'elles sont libres de se déplacer et le personnel est plus satisfait lorsqu'il interagit avec des animaux moins stressés. Avec une gestion correcte, les systèmes de maternité en liberté peuvent être bénéfiques à la fois pour les animaux et pour le personnel, contrairement à ce que prétend l'industrie.
Le lobby continue à ignorer les bases scientifiques, affirmant qu'il était impossible d'élever commercialement des lapins sans cages, sans tenir compte du fait que de nombreux éleveurs le font depuis des années. La législation révisée sur le bien-être des animaux, qui envisage également l'interdiction des cages pour les lapins, repose sur des preuves scientifiques et sur l'expérience de l'industrie.

L'analyse économique contredit également les conclusions des études existantes sur la question. Alors que la Copa-Cogeca affirme que les systèmes d'élevage en cage sont moins rentables, les études existantes établissent que le système le plus rentable pour l'éleveur est effectivement l'élevage en plein air. Le projet Best Hens Practice a également démontré aux éleveurs qu'il n'y aura pas de différence de revenus lorsqu'ils abandonneront les cages. En outre, le nombre d'œufs produits dans tous les États membres de l'UE augmente malgré la multiplication des systèmes d'élevage en cage.

Comme par hasard, les conséquences massives sur le bien-être des animaux des pratiques actuelles d'élevage en cage ont été complètement occultées dans le rapport. Les scientifiques du monde entier s'accordent à dire que les cages nuisent au bien-être des animaux et les avis scientifiques de l'EFSA sont très clairs quant à la nécessité d'éliminer progressivement les cages pour toutes les espèces d'élevage. Les préférences des consommateurs sont également absentes du rapport, malgré le fait que des millions de citoyens européens soutiennent la transition vers l'élevage sans cage et ont des attentes élevées en matière de protection du bien-être animal dans l'UE.

Malgré les nombreuses affirmations du rapport qui contredisent des études économiques et de bien-être reconnues, nous sommes d'accord avec l'une des conclusions : le soutien financier de l'UE est crucial pour que les agriculteurs puissent effectuer une transition durable et pour qu'ils restent dans la profession. Nous sommes heureux de constater que toutes les parties prenantes à ce débat se font l'écho de cet appel, ainsi que de la demande d'appliquer les mêmes normes de bien-être animal aux produits fabriqués dans le pays et aux produits importés.
Le passage à l'élevage sans cage garantira des conditions de concurrence équitables dans toute l'Europe, tout en préservant les moyens de subsistance des agriculteurs. […]

Extrait en anglais (original) : The impact study on transitioning to cage-free farming presented by Copa-Cogeca, the largest industry body representing the biggest farming entities, is a far stretch from EFSA's scientific conclusions. The assumptions by the lobby organisation uses fear mongering to paint a picture that is far from the truth.
In this assessment, Copa-Cogeca starts from the premise that EU producers would need to adhere to standards mostly higher than those applied in third countries. This would turn the EU, currently a net exporter of animal products, into a net importer of such products. Moreover, it ends on the unsubstantiated assumption that the European Commission could be considering a "shock scenario" in their revised animal welfare legislation. This vision does not match the numerous commitments made by the European Commission to consider introducing import requirements in the new legislation.
Copa-Cogeca put forward calculations of welfare consequences which are strikingly different from those presented by EFSA in their scientific opinion on pig welfare, claiming a rise in piglet mortality and sow injuries, increased aggressive behaviour in sows and increase of culling.
Numerous scientific sources included in the EFSA opinion point to the opposite conclusions: that cage-free systems and free farrowing do not increase piglet mortality and generally improve the welfare of the animals.
Sows are calmer when they are free to move around and the satisfaction of staff is improved when they interact with animals with lower levels of stress. With the correct management, free-farrowing systems can be beneficial to both animals and staff, contrary to claims by the industry. The lobbying industry continued to ignore scientific basis, claiming that rabbits are impossible to farm commercially without cages, ignoring the fact that numerous farmers have been doing this for years. The basis of the revised animal welfare legislation, which is also looking into the ban of cages for rabbits, is based on scientific evidence and industry experience.
The economic analysis also contradicts the findings of existing studies on the matter. While Copa-Cogeca claims that cage-free systems are less profitable, existing studies establish that the most profitable system to the farmer is indeed free-range. The Best Hens Practice project has also demonstrated to farmers that there will be no difference in income when they transition from cages. Furthermore, the number of eggs produced in all EU Member States is growing despite the increase of cage-free systems being adopted.
Conveniently, the massive animal welfare consequences resulting from the current farming practices in caged systems were completely left out of the presentation. Scientists around the globe concur that cages are detrimental to animal welfare, and EFSA scientific opinions are very clear about the need to phase out cages for all farmed species. Consumer preferences were also absent from the presentation, despite the fact that millions of European citizens support the transition to cage-free farming and have high expectations when it comes to protection of animal welfare in the EU.

Despite the numerous claims of the report that contradict reputable welfare and economic studies, we agree with one of the conclusions: financial support from the EU is crucial for farmers to transition sustainably and keep farmers in the profession. We are pleased to see that this call is being echoed among all stakeholders in this debate, together with the ask to apply the same animal welfare standards to domestically produced products and imported goods.
The transition to cage-free will ensure a level-playing field across Europe, safeguarding the livelihoods of farmers. […]

Logement – dont enrichissement

22/06/2023 : Review: Space allowance for growing pigs: Animal welfare, performance and on-farm practicality

Type de document : revue scientifique disponible en ligne avant publication dans **Animal**

Auteur : K.L. Chidgey

Résumé en français (traduction) : **Revue sur l'espace disponible pour les porcs en croissance : bien-être des animaux, performances et aspects pratiques en exploitation**
La littérature scientifique présente des différences considérables dans les recommandations relatives à l'espace minimum à allouer aux porcs en croissance, et les récentes révisions des normes de bien-être animal pour les porcs exercent une pression croissante en faveur d'une augmentation de l'espace minimum fixé par la législation dans certains pays (par exemple, les pays de l'Union européenne (UE) et la Nouvelle-Zélande). L'espace offert aux porcs en croissance doit tenir compte de leur taille corporelle, mais aussi de leur comportement social, de leur activité et de leurs comportements fondamentaux. Cependant, l'espace minimum recommandé varie en fonction de critères tels que la température, le poids vif, le type de sol, la taille du groupe, le comportement et la disponibilité d'enrichissement. Bien qu'il puisse être justifié d'augmenter les exigences actuelles en matière d'espace, cela pose un problème pratique dans les exploitations existantes et pourrait même avoir des conséquences négatives involontaires sur le bien-être des animaux, selon la façon dont les éleveurs gèrent l'augmentation de l'espace nécessaire. Cette situation n'est pas facilitée par l'incohérence des approches scientifiques visant à évaluer l'effet de l'espace sur les performances des porcs et par le manque d'informations sur l'impact de l'espace alloué sur l'état affectif des porcs. Cette étude explore les bases scientifiques des approches les plus courantes pour déterminer l'espace minimum à allouer aux porcs en croissance et examine les différents facteurs qui influencent et interagissent avec leurs besoins spatiaux. L'alimentation, l'environnement physique, la santé et le comportement des porcs sont pris en compte afin de comprendre les implications en termes de bien-être, de performances et de praticité des différentes recommandations relatives à l'espace disponible. Il est nécessaire de poursuivre les recherches sur une gamme d'espace disponible afin de mieux comprendre la relation entre le bien-être des animaux, les résultats de performance et l'espace disponible. Ces recherches doivent reproduire les conditions commerciales afin que les recommandations soient pertinentes, adaptées à l'avenir et qu'elles permettent d'obtenir des résultats positifs en matière de bien-être d'une manière à la fois pratique et pertinente.

Résumé en anglais (original) : There is considerable variation in the recommended minimum space allowance for growing pigs in scientific literature, and growing pressure, arising from recent reviews

of current animal welfare standards for pigs, to increase the minimum space allowances set in legislation in some countries (e.g., European Union (EU) countries and New Zealand). The space provided for growing pigs needs to accommodate their physical body size in addition to social behaviour, activity, and essential functional behaviours. However, recommended minimum space allowances vary according to criteria such as temperature, liveweight, flooring type, group size, behaviour, and enrichment availability. Though there may be justification for increasing current space requirements, this will present a practical issue on existing farms and could even result in unintended negative welfare outcomes, depending on how farmers address an increased requirement for space. This is not helped by inconsistent scientific approaches to assessing the effect of space on pig performance, and a lack of information on how space allowance impacts a pig's affective state. This review explores the scientific basis of the most common approaches to determining minimum space allowances for growing pigs and discusses the various factors that influence and interact with their spatial requirements. Consideration is given to their nutrition, physical environment, health, and behaviour to understand the welfare, performance, and practicality implications of differing recommendations for space allowance. More research is needed that investigates a range of space allowances to better understand the relationship between animal welfare and performance outcomes, and space allowance. This must replicate commercial conditions so that recommendations are relevant, future-focused, and achieve positive welfare outcomes in a practical but meaningful manner.

16/05/2023 : An enriched maternal environment and stereotypies of sows differentially affect the neuro-epigenome of brain regions related to emotionality in their piglets

Type de document : article scientifique publié dans **Epigenetics**

Auteurs : Patricia Tatemoto, Fábio Pértille, Thiago Bernardino, Ricardo Zanella, Carlos Guerrero-Bosagna, Adroaldo José Zanella

Résumé en français (traduction) : **L'enrichissement de l'environnement maternel et les stéréotypies des truies affectent différemment le neuro-épigénome des régions cérébrales liées à l'émotivité chez leurs porcelets.**

Les mécanismes épigénétiques sont d'importants modulateurs des effets sur le développement neurologique de la descendance d'animaux stressés pendant la gestation. Les truies gestantes vivant dans un environnement confiné sont confrontées au stress et au manque de stimulation, ce qui peut entraîner l'expression de stéréotypies (comportements répétitifs sans fonction apparente). Peu d'attention a été accordée aux effets postnataux des stéréotypies maternelles sur la descendance. Nous avons étudié comment l'environnement et les stéréotypies des truies gestantes affectaient le neuro-épigénome de leurs porcelets. Nous nous sommes concentrés sur l'amygdale, le cortex frontal et l'hippocampe, des régions du cerveau liées à l'émotivité, à l'apprentissage, à la mémoire et à la réponse au stress. Les régions différentiellement méthylées (DMR) ont été étudiées dans ces régions du cerveau des porcelets mâles nés de truies élevées dans un environnement enrichi comparé à un environnement non enrichi. Dans ce dernier groupe de porcelets, nous avons comparé les méthylomes cérébraux des porcelets nés de truies exprimant des stéréotypies à ceux nés de truies n'exprimant pas de stéréotypies. Des DMR sont apparus dans chaque comparaison.

Alors que l'épigénome de l'hippocampe et du cortex frontal des porcelets a été principalement affecté par l'environnement maternel, l'épigénome de l'amygdale a été principalement affecté par les stéréotypies maternelles. Les voies et mécanismes moléculaires déclenchés dans le cerveau des porcelets par l'environnement maternel ou les stéréotypies sont différents, ce qui se reflète dans la fonction différentielle des gènes associés aux DMR trouvés dans chaque région du cerveau des porcelets. Cette étude est la première à étudier les effets neuro-épigénomiques de l'enrichissement maternel sur la descendance des porcs et la première à étudier les effets neuro-épigénomiques des stéréotypies maternelles sur la descendance d'un mammifère.

Résumé en anglais (original) : Epigenetic mechanisms are important modulators of neurodevelopmental outcomes in the offspring of animals challenged during pregnancy. Pregnant sows living in a confined environment are challenged with stress and lack of stimulation which may result in the expression of stereotypies (repetitive behaviours without an apparent function). Little attention has been devoted to the postnatal effects of maternal stereotypies in the offspring. We investigated how the environment and stereotypies of pregnant sows affected the neuro-epigenome of their piglets. We focused on the amygdala, frontal cortex, and hippocampus, brain regions related to emotionality, learning, memory, and stress response. Differentially methylated regions (DMRs) were investigated in these brain regions of male piglets born from sows kept in an enriched vs a barren environment. Within the latter group of piglets, we compared the brain methylomes of piglets born from sows expressing stereotypies vs sows not expressing stereotypies. DMRs emerged in each comparison. While the epigenome of the hippocampus and frontal cortex of piglets is mainly affected by the maternal environment, the epigenome of the amygdala is mainly affected by maternal stereotypies. The molecular pathways and mechanisms triggered in the brains of piglets by maternal environment or stereotypies are different, which is reflected on the differential gene function associated to the DMRs found in each piglets' brain region . The present study is the first to investigate the neuro-epigenomic effects of maternal enrichment in pigs' offspring and the first to investigate the neuro-epigenomic effects of maternal stereotypies in the offspring of a mammal.

Publication ayant donné lieu à un article dans Pig333 le 5 juillet 2023 : **How does materbal behaviour impact piglet emotionality?**

Réglementation

11/07/2023 : Bien-être animal : concertation nationale préalable à la révision de la législation européenne

Type de document : communiqué de presse du **Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire**

Auteur : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Extrait : La Commission européenne proposera une révision des normes sur le bien-être des animaux au second semestre 2023. Dans cette perspective, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a lancé en mars 2023 une concertation avec l'ensemble des parties prenantes : représentants des filières, des syndicats, des organisations de protection animale, des vétérinaires, des organismes scientifiques et techniques. Ces échanges qui viennent de se terminer

ont permis de déterminer des points de convergence et de formuler des propositions d'amélioration du bien-être des animaux d'élevage.
Le « paquet législatif » révisé de la Commission devrait couvrir les conditions de détention en élevage, les conditions de transport, la protection des animaux au moment de leur mise à mort, ainsi que les modalités d'étiquetage des produits animaux.
Trois grands principes proposés par le ministère ont sous-tendu la concertation : éviter toute distorsion de concurrence entre Etats Membres; assumer que la transition vers de nouvelles pratiques présente un coût et que les acteurs devront être accompagnés techniquement et financièrement ; donner aux opérateurs une visibilité suffisante pour qu'ils planifient l'évolution de leurs activités.
Quatre groupes de travail se sont tenus afin de réfléchir à des mesures concrètes envisageables pour :

- Améliorer les pratiques d'élevage, afin d'accroitre la compatibilité entre c besoins des espèces et conduite d'une activité économique performante, aux niveaux individuel et collectif ;
- Améliorer la qualité du transport des animaux ;
- Elever le niveau de connaissances et d'expertise des éleveurs grâce à un recours accru à la formation continue ;
- Identifier des leviers d'accompagnement et de partage des surcoûts liés au renforcement des exigences relatives au bien-être animal au sein de l'Union européenne.

Les parties prenantes ont abouti à une convergence de points de vue sur les trois principes fondamentaux mis en avant par le ministère. De plus, même en l'absence d'un consensus entre toutes les parties pour l'ensemble des champs explorés, cette concertation a permis d'identifier de nombreuses actions possibles pour l'amélioration du bien-être animal dans les élevages. A titre d'exemples, on peut citer : la suppression de pratiques trop invasives et à l'utilité limitée ; la formation et l'accompagnement des éleveurs à avoir la maîtrise du geste et à l'utilisation des médicaments vétérinaires ; une implication plus forte des vétérinaires dans la réalisation et l'accompagnement des actes ; l'harmonisation des modalités de contrôle des transports entre Etats Membres et la création d'un observatoire des transports d'animaux au niveau européen ; le développement du volet formation dans l'accompagnement des éleveurs en difficulté ; le déploiement des mesures miroir applicables aux produits animaux importés de pays tiers, etc. Ces principes et propositions seront transmises à la Commission européenne dès juillet. Une phase d'approfondissement de la concertation est prévue durant l'été avec les parties prenantes. La protection animale lors de la mise à mort sera prise compte pendant cette phase. Enfin, lorsque la Commission européenne aura transmis au législateur européen (Parlement européen et Conseil de l'Union européenne), au second semestre 2023, sa proposition législative, une organisation nationale sera mise en place pour poursuivre la dynamique initiée, en parallèle des négociations européennes qui se tiendront dans les instances européennes.

Information ayant donné lieu à un communiqué de presse conjoint de 7 ONG : **Echec de la concertation sur la révision de la législation sur la protection des animaux d'élevage : les ONG appellent le ministre à cesser de les instrumentaliser et à prendre ses responsabilités**

10/07/2023 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-001634/23 : Interdiction pour les influenceurs d'interagir ou de se mettre en scène avec des animaux non domestiques

Type de document : réponse écrite E-001634 de la **Commission européenne**

Auteurs : question : Aurélia Beigneux (ID). Réponse : M. Sinkevičius au nom de la Commission européenne

Question en français : Sur les réseaux sociaux, les influenceurs participent malgré eux à un trafic important d'espèces non domestiques, au détriment du bien-être animal.
Un influenceur qui s'affiche volontairement sur les réseaux avec des animaux non domestiques le fait pour générer des vues à tout prix afin de fidéliser une communauté et d'améliorer le référencement de ses publications. L'expérience des entrepreneurs du numérique montre en effet que les contenus présentant des animaux ont de plus grandes chances de générer des clics.
Cette mode, lancée par des influenceurs originaires des pétromonarchies, s'est rapidement développée dans toute l'Europe. Ses conséquences sont doubles: premièrement elle détourne les animaux de leur environnement naturel, avec tous les risques que cela comporte, et deuxièmement elle encourage les internautes et les autres influenceurs à faire de même.
Ma question est simple: la Commission européenne compte-t-elle agir afin de réguler ce type de contenus, qui va à l'encontre du bien-être animal et alimente le trafic des espèces concernées ?

Réponse en français : Un des objectifs du plan d'action révisé de l'Union européenne contre le trafic des espèces sauvages, adopté le 9 novembre 2022, est de réduire la demande des consommateurs pour les espèces sauvages faisant l'objet d'un commerce illégal. Les mesures prévues incluent des activités de sensibilisation et de réduction de la demande visant en particulier des consommateurs dans l'UE mais aussi dans d'autres grands marchés de destination. Il s'agira notamment de sensibiliser les consommateurs sur la manière dont on peut opérer la distinction entre commerce légal et commerce illégal. Comme l'a proposé le Parlement européen, la Commission mettra en place un projet pilote en matière de réduction de la demande qui permettra également d'étudier le rôle joué par les médias sociaux dans l'accroissement de la demande d'animaux exotiques. Le règlement sur les services numériques adopté en 2022 répond aux risques et aux défis auxquels les utilisateurs finaux sont confrontés du fait des services d'intermédiation en ligne en imposant une série d'obligations de diligence raisonnable aux fournisseurs de tels services.
Bien que le règlement sur les services numériques ne mentionne pas le terme spécifique d'« influenceurs » et ne régisse pas directement les activités de ceux-ci, il établit clairement au considérant que les dispositions en matière de connaissance de la clientèle (article 30) relatives aux places de marché en ligne s'appliquent également aux influenceurs. L'article 26, paragraphe 2, du règlement sur les services numériques prévoit également un outil qui vise à faciliter le respect des règles par les influenceurs utilisant une plateforme pour diffuser du contenu porteur de communications commerciales: une fonctionnalité devrait en effet permettre aux utilisateurs de déclarer que le contenu contient des communications commerciales, ce qui déclencherait l'affichage de marquages spécifiques.

03/07/2023 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-001629/2023 : Identification and registration of all cats and dogs

Type de document : réponse écrite de la **Commission européenne**

Auteurs : question : Jiří Pospíšil (PPE), Stanislav Polčák (PPE). Réponse : Ms Kyriakides au nom de la Commission européenne

Question en français (traduction) : **Identification et enregistrement de tous les chats et chiens** L'origine des animaux errants est bien connue : il s'agit d'animaux perdus, abandonnés ou nés errants. Bien qu'ils ne relèvent pas des compétences de l'UE, les fondements et les implications de leur gestion touchent à des questions d'intérêt communautaire. C'est notamment le cas lorsque les autorités nationales utilisent des fonds européens (provenant par exemple du Fonds de cohésion ou destinés à la surveillance et au contrôle des maladies, et notamment à l'alignement sur l'acquis communautaire) pour mettre en œuvre des projets susceptibles d'impliquer des pratiques et des solutions cruelles et non durables. À cet égard, il convient de noter que l'Organisation mondiale de la santé animale recommande l'identification et l'enregistrement des chiens, ainsi que le contrôle de la reproduction par la stérilisation. D'autres aspects économiques sont liés aux animaux errants ; en effet, les projets de gestion font l'objet de mises en concurrence et sont confiés à des contractants souvent rémunérés au prorata du nombre d'animaux capturés, pris en charge et/ou transportés. En outre, tout comme les animaux issus d'élevages, tous les animaux errants peuvent être remis en liberté à n'importe quel moment de leur vie, auquel cas l'enregistrement sous le nom du nouveau propriétaire est susceptible de s'appliquer. Le replacement, qu'il soit payant ou non, est une activité économique dans le marché intérieur. 1. La Commission partage-t-elle le point de vue selon lequel tout chat ou chien peut faire l'objet d'une activité économique et que des mesures réglementaires proactives telles que l'identification et l'enregistrement devraient donc s'appliquer par défaut ?

Réponse en français (traduction) : La Commission ne partage pas le point de vue selon lequel tout chien ou chat fera nécessairement l'objet d'une activité économique, étant donné qu'un nombre non négligeable de ces animaux ne sont pas commercialisés, mais détenus par des propriétaires privés à des fins privées. Cependant, l'identification et l'enregistrement des chiens et des chats est une exigence essentielle dans l'UE. Elle a été développée dans le cadre de la législation sur la santé animale, dont l'objectif principal est d'assurer la prévention et le contrôle des maladies animales transmissibles aux animaux ou à l'homme. Cet ensemble de règles couvre les mouvements de chiens et de chats détenus par des humains, à l'intérieur et à l'entrée de l'UE, tout en prévenant le risque de transmission de maladies graves telles que la rage. Quel que soit le but du mouvement (vente ou transfert de propriété de l'animal, ou raisons privées avec le propriétaire de l'animal), ces animaux doivent répondre à une série de conditions spécifiques, qui incluent déjà le marquage individuel avec un transpondeur.

29/06/2023 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-001432 : EU-wide positive list (exotic pet trade)

Type de document : réponse écrite donnée par la **Commission européenne**

Auteurs : question : Manuela Ripa (Verts/ALE). Réponse : M. Sinkevicius au nom de la Commission européenne.

Question en français (traduction) : **Liste positive à l'échelle de l'UE (commerce d'animaux de compagnie exotiques)**
En 2022, la commission des pétitions a voté pour demander à la Commission de réglementer le commerce des animaux de compagnie exotiques au moyen d'une liste positive à l'échelle de l'UE.
En novembre de la même année, le Parlement a adopté une résolution sur l'amélioration de la réglementation de l'UE sur les animaux sauvages et exotiques destinés à être détenus comme animaux de compagnie dans l'Union européenne par le biais d'une liste positive de l'UE.
La Commission a brièvement mentionné une liste positive dans le plan d'action révisé de l'UE contre le trafic d'espèces sauvages, tandis que lors de la réunion de mai 2022 du Conseil "Agriculture et pêche", 19 États membres ont manifesté leur soutien à un document de synthèse mentionnant explicitement l'élevage en captivité et les animaux prélevés dans la nature. Actuellement, les listes positives nationales réglementant les animaux pouvant être détenus comme animaux de compagnie varient d'un État membre à l'autre.
Compte tenu de ce qui précède :
1. Les États membres adoptant leurs propres listes positives, la Commission estime-t-elle qu'une liste positive à l'échelle de l'UE contribuerait à prévenir les distorsions du marché intérieur ?
2. Quel est l'avis de la Commission sur une étude de faisabilité visant à déterminer la nécessité d'une liste positive à l'échelle de l'UE et, plus précisément, sur une évaluation d'une liste positive au titre de l'article 114 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne afin de maintenir le fonctionnement du marché intérieur ?
3. La Commission convient-elle que le champ d'application d'une telle étude de faisabilité devrait également inclure les animaux provenant d'installations d'élevage en captivité ?

Réponse en français (traduction) : Conformément au plan d'action révisé de l'UE contre le trafic d'espèces sauvages, la Commission réalisera une étude exploratoire sur la nécessité, la valeur ajoutée et la faisabilité d'une liste positive à l'échelle de l'UE, fondée sur des données scientifiques, pour les animaux détenus comme animaux de compagnie.
La Commission prévoit de lancer la procédure d'appel d'offres pour cette étude avant l'été. L'étude devrait s'appuyer sur les meilleures données scientifiques disponibles et porter sur les objectifs politiques interdépendants liés à la libre circulation des biens au sein du marché intérieur de l'UE, au bien-être des animaux, à la santé publique, y compris le risque de zoonoses, aux espèces exotiques envahissantes, à la protection de la biodiversité et au commerce d'espèces sauvages. Le cas échéant, elle inclura également des considérations relatives aux animaux élevés en captivité.

28/06/2023 : Arrêté du 28 juin 2023 relatif aux messages de sensibilisation et d'information devant figurer dans les rubriques spécifiques aux offres de cession en ligne d'animaux de compagnie

Type de document : arrêté du **Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire**

Auteur : Maud Faipoux

Extrait : Le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 214-8 et D. 214-32,
Arrête :
Article 1
1° Les messages de sensibilisation et d'information, prévu à l'article D. 214-32 du code rural et de la pêche maritime, sont les suivants :
Premier message à afficher :
« Ne soyez pas complice de trafics d'animaux : si vous recherchez un chien, un chat ou un furet, vérifiez toujours que l'annonce comporte la mention “annonce vérifiée”, n'acceptez jamais de payer des frais non annoncés clairement dans l'offre initiale.
« L'identification des chiens et des chats et furets est obligatoire avant la vente ou le don de l'animal. Renseignez-vous !
« Lors de l'acquisition d'un chien, chat, furet, lapin ou équidé, vous devez présenter votre certificat d'engagement et de connaissance signé.
« L'acquisition d'un animal non domestique (perroquets, serpents, tortues, autres…) peut être soumise à déclaration ou autorisation préalable. Renseignez-vous toujours au préalable auprès de votre direction départementale chargée de la protection des populations ou du ministère chargé de l'écologie.
« Pour plus d'informations, consultez le site du ministère chargé de l'agriculture. :
https://agriculture.gouv.fr/conseils-et-reglementation-tout-savoir-sur-les-animaux-de-compagnie. »
Second message à afficher :
« Un animal est un être sensible. Vous êtes responsable de la santé et du bien-être de votre animal pour toute sa vie. Pour plus d'informations, consultez le site du ministère chargé de l'agriculture :
https://agriculture.gouv.fr/conseils-et-reglementation-tout-savoir-sur-les-animaux-de-compagnie. » ;
2° Ces messages de sensibilisation et d'information ne peuvent pas être modifiés. Ils ne doivent en aucune façon être dissimulés, voilés ou séparés par d'autres indications ou images ;
3° Ces messages de sensibilisation et d'information sont présentés selon les modalités techniques prévues à l'annexe du présent arrêté.

20/06/2023 : Assemblée nationale : réponse écrite à la question n° 8538 : Hausse des abandons d'animaux et situation des refuges face à l'inflation

Type de document : réponse écrite publiée au Journal officiel de la République française

Auteurs : question : Anne Le Hénanff (Horizons et apparentés - Morbihan). Réponse : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Question : Mme Anne Le Hénanff appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire sur la hausse des abandons d'animaux de compagnie ainsi que sur la situation des refuges et associations, dans le contexte d'inflation. Avec une augmentation de 15 % en moyenne sur les produits alimentaires pour les animaux de compagnie, dont 18 % supplémentaires pour les croquettes seules, propriétaires comme refuges et associations ne s'en sortent plus. Alors que l'entretien (alimentation et frais vétérinaires) d'un animal de compagnie représentait un coût de 650 EUROS annuels en 2019, aujourd'hui il faut compter un peu moins de 1

000 EUROS, entraînant parfois certains sacrifices compte tenu de l'inflation générale et de la baisse du pouvoir d'achat. Ainsi, de nombreux propriétaires ne sont plus en mesure de s'occuper convenablement de leur animal et se tournent à contrecœur vers des associations ou des refuges afin d'obtenir une aide financière ou faire une demande d'abandon. En dépit du fait que la Société protectrice des animaux (SPA) apporte notamment une aide financière aux personnes aux minima sociaux en prenant en charge les frais vétérinaires, elle a enregistré 12 000 abandons sur les quatre premiers mois de 2023, soit une hausse de 10 % par rapport à 2022. Certaines SPA enregistrent même une hausse pouvant aller jusqu'à 40 %. Pour les mêmes raisons qui conduisent certains propriétaires à abandonner leur animal, le nombre d'adoptions stagne voire baisse, occasionnant alors une saturation des refuges. Actuellement, 6 400 animaux sont à l'adoption dans les SPA, contre 4 000 en 2022, alors même que le pic annuel d'abandons lors de la période estivale n'a pas encore commencé. Dans ce contexte de saturation, de nombreux refuges sont contraints de fonctionner avec une liste d'attente et demandent aux propriétaires d'attendre qu'un box ou une cage soit disponible avant de faire leur demande d'abandon. Les associations de défense des animaux s'inquiètent que cela n'entraîne des abandons sauvages et illégaux de même que des actes de maltraitance sur les animaux dont les propriétaires voudraient se défaire. La durée et le coût des séjours dans les refuges sont également en augmentation. En effet, les refuges et associations sont très lourdement touchés par l'inflation et sont pris en étau par quatre facteurs : augmentation des abandons, stagnation voire baisse des adoptions, hausse des coûts de fonctionnement (énergie, alimentation, frais vétérinaires, etc.) et chute des dons des Français. La situation est telle que plusieurs de ces infrastructures envisagent de fermer prochainement si la situation financière reste inchangée. Aussi, dans ce contexte, Mme la députée souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement entend mettre en œuvre pour lutter contre ces abandons liés à l'inflation et s'il envisage de mettre en place un plan d'urgence en vue du pic d'abandons de l'été 2023. Elle demande également comment le Gouvernement compte agir afin de soutenir financièrement les associations et refuges.

Réponse : La diminution des abandons est un objectif prioritaire de la lutte contre la maltraitance des animaux de compagnie. Un plan de lutte contre l'abandon des animaux de compagnie a été lancé en décembre 2020. De nombreuses actions ont été entreprises ces dernières années, avec notamment une évolution du dispositif législatif et réglementaire à la suite de l'adoption de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes. L'adoption de cette loi a d'ores et déjà permis de durcir les peines pour abandons ou tout autre acte de maltraitance animale. Depuis, trois décrets d'application ont été publiés. Parmi ces trois textes, le décret n° 2022-1012 du 18 juillet 2022 relatif à la protection des animaux de compagnie et des équidés contre la maltraitance animale définit les modalités de publication des offres de cession en ligne et les modalités du contrôle qui interviendra à partir du 1er juillet 2023 lorsqu'il s'agit de carnivores domestiques. En complément de ce contrôle des messages obligatoires de sensibilisation à faire figurer dans les annonces seront définis par arrêté. L'objectif de cette mesure est de limiter les trafics de chiens et de chats ainsi que les acquisitions irréfléchies à partir d'une simple annonce sur un site en ligne. Le décret précise par ailleurs les modalités de mise en œuvre des certificats d'engagement et de connaissance qui doivent être demandés à tout nouvel acquéreur d'un animal de compagnie depuis le 1er octobre 2022 et à tout détenteur d'équidés depuis le 31 décembre 2022. Ces avancées législatives et réglementaires sont importantes et participent d'un plus grand dispositif mis en œuvre par le ministère chargé de l'agriculture et financé

au travers du plan France Relance. Ce sont en effet un total de 35 MILLIONS D'EUROS (M€) qui ont été dédiés à la lutte contre les abandons par l'amélioration des conditions d'accueil des animaux qui en sont victimes et l'appui aux campagnes de stérilisation. Plus de 500 projets ont ainsi été accompagnés partout en France. 30 M€ ont été directement attribués aux associations de protection animale qui prennent en charge les animaux abandonnés afin qu'elles agrandissent ou rénovent leur refuge ou encore qu'elles conduisent, en partenariat avec les mairies, des campagnes de stérilisation des chats et chiens errants. Les soins des animaux des personnes démunies ou sans domicile fixe sont également financés de façon à favoriser le suivi vétérinaire de ces animaux et plus spécifiquement, à encourager des stérilisations, premier acte de prévention des abandons de jeunes animaux non désirés. Par ailleurs, pour optimiser l'action des associations de protection animale, des aides sont attribuées aux associations nationales à qui le ministère chargé de l'agriculture a confié la mission d'assurer la formation et la sensibilisation des associations locales. Enfin, en l'absence de données fiables sur les abandons et en raison de la méconnaissance des circonstances pouvant conduire à l'abandon d'un animal, il a été instauré en 2021 le premier observatoire de la protection des carnivores domestiques (OCAD) qui réunit au sein de son comité de pilotage l'ensemble des acteurs de l'animal de compagnie, associatifs comme professionnels, scientifiques et représentants de l'État et des collectivités. L'OCAD, qui a pour mission d'émettre des recommandations en matière de politique publique, a déjà engagé un premier chantier de recueil et d'analyse des informations utiles à l'analyse et l'objectivation de l'abandon. Actuellement, l'OCAD travaille à la caractérisation des populations d'animaux pris en charge par l'ensemble des associations de protection animale et des raisons de cette prise en charge. Les travaux de l'OCAD devraient permettre d'établir prochainement une définition plus précise de l'abandon et de donner une estimation objective du nombre d'animaux concernés.

15/06/2023 : Sénat : réponse écrite à la question n°4787 : Création d'un défenseur des droits des animaux

Type de document : réponse écrite publiée au **Journal officiel du Sénat**

Auteurs : question : Sébastien Pla (Aude - SER). Réponse : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Question : M. S Pla souhaite rappeler l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire sur la question n° 27548 du 07/04/2022 par laquelle il l'interpelle sur les demandes portées par la société protectrice de animaux (SPA) s'agissant de la création d'un défenseur des droits des animaux, autorité indépendante qui pourrait être chargée de centraliser, contrôler et multiplier les actions pour garantir le respect du bien-être animal, et dont le rôle pourrait être assimilé à celui du défenseur des droits, placé auprès des citoyens.
Il lui suggère de se pencher sur cette question qui aurait l'avantage de permettre à l'État d'avoir un rôle moteur en matière de protection animale et pour cela, de disposer d'une autorité indépendante en capacité de dresser un état des lieux et de proposer toute avancée législative et réglementaire, mais également de disposer du pouvoir de mobiliser les autorités judiciaires et administratives dans toute question relative à sa charge.
Il lui suggère par ailleurs de simplifier les procédures de signalements en les centralisant auprès du défenseur des droits des animaux. Cela présenterait l'avantage de coordonner l'action en faveur de la lutte contre la maltraitance animale, sachant que pour l'heure, les autorités de police et de

gendarmerie, les services de la préfecture, les services vétérinaires de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations en ce qui concerne les structures professionnelles, mais également certains particuliers possédant plus de 9 animaux ou encore les associations pour la protection des animaux tels que la SPA, peuvent recueillir les premières alertes. Pour autant, ces associations n'ont pas toujours des agents habilités à intervenir sur le terrain, et, selon le domaine de compétence de l'association, certaines ne disposent pas toujours de la faculté de réagir, étant parfois spécialisées dans les cas de maltraitance au sein d'une structure professionnelle comme un élevage, ou spécialistes d'une espèce animale en particulier. Il lui demande donc s'il entend se saisir de cette proposition, qui aurait pour intérêt de prévenir et sanctionner les actes de maltraitance animale sachant que l'animal est aujourd'hui reconnu comme un être doué de sensibilité et que tout acte de maltraitance sur ce dernier est passible d'une sanction judiciaire pouvant aller d'une forte amende à de la prison ferme, ainsi que l'énonce l'article R215-4 du code rural qui prévoit une graduation des peines auxquelles sont exposés les maîtres qui font preuve de négligence envers les animaux.

Réponse : La lutte contre la maltraitance animale est une priorité du Gouvernement qui a engagé ces dernières années de nombreuses actions en ce sens. La loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes a d'ores et déjà permis de durcir les peines encourues en cas de maltraitance animale. L'article 521-1 du code pénal a ainsi été modifié. De plus, une division nationale de lutte contre la maltraitance est en cours de création par le ministère de l'intérieur et des outre-mer. Constituée de 15 agents spécialisés (gendarmes, policiers, ainsi qu'un vétérinaire), cette division traitera des affaires interdépartementales, nationales, internationales, comme les trafics d'animaux de compagnie, en lien avec la bigade nationale d'enquête vétérinaire et phytosanitaire du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Parallèlement, 4 000 gendarmes sont actuellement en cours de formation dans le cadre d'un partenariat national avec la société protectrice des animaux, et des référents bien-être animal sont en train d'être nommés au sein de toutes les gendarmeries et de tous les commissariats de police. Ces référents travailleront également en lien avec les directions départementales de la protection des populations, l'office français de la biodiversité et les associations de protection animale. S'agissant plus précisément de la lutte contre les maltraitances à l'égard des animaux de compagnie, le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a entrepris de nombreuses actions. Notamment, il a été instauré en 2021 le premier observatoire de la protection des carnivores domestiques (OCAD) qui réunit au sein de son comité de pilotage l'ensemble des acteurs de l'animal de compagnie, associatifs comme professionnels, scientifiques et représentants de l'État et des collectivités. L'OCAD a pour mission d'émettre des recommandations en matière de politique publique et a identifié la lutte contre les abandons comme axe d'action prioritaire. Les premiers travaux consistent à quantifier et identifier les différents types d'abandons pour pouvoir déterminer sur cette base les actions devant être conduites. Par ailleurs, le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a piloté, au travers du plan de Relance, un plus large dispositif d'amélioration des conditions offertes aux animaux de compagnie. Ce sont en effet un total de 35 MILLIONS D'EUROS qui ont été dédiés à la lutte contre les abandons et à l'amélioration des conditions d'accueil des animaux qui en sont victimes. 29 millions ont été directement attribués aux associations de protection animale qui prennent en charge les animaux abandonnés afin qu'elles agrandissent ou rénovent leur refuge ou encore qu'elles conduisent, en partenariat avec les mairies, des campagnes de stérilisation des chats et chiens errants. Les soins

des animaux des personnes démunies ou sans domicile fixe sont également financés de façon à favoriser le suivi vétérinaire de ces animaux et plus spécifiquement, à encourager des stérilisations, premier acte de prévention des abandons de jeunes animaux non désirés. Par ailleurs, pour optimiser l'action des associations de protection animale, des aides sont attribuées aux associations nationales à qui le ministère a confié la mission d'assurer la formation et la sensibilisation des associations locales.

Santé animale

13/07/2023 : Comment améliorer le vieillissement du chien ?

Type de document : actualité de l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT)

Auteur : ENVT

Extrait : Nos chiens de compagnie vivent de plus en plus longtemps mais la durée de vie en bonne santé n'a pas augmenté. Un projet de recherche est lancé pour améliorer le vieillissement du chien canisenior ! L'objectif de ce projet est de suivre 70 chiens seniors sur 1 an et demi afin de trouver des solutions pour améliorer leur bien-être. Pour être éligible à cette étude, votre chien doit avoir plus de 8 ans, peser plus de 20kg et être en bonne santé. Si votre chien est présélectionné suite au remplissage du formulaire de recrutement nous vous recontacterons pour organiser une consultation offerte sur le site de l'École Nationale Vétérinaire de Toulouse afin de s'assurer de sa bonne santé.
Cette consultation gratuite comprendra :
- un examen général complet ;
- une mesure de pression artérielle ;
- un bilan sanguin (numération formule sanguine et biochimie) ;
- une analyse d'urines.

A l'issue de cette consultation, si votre chien est sélectionné pour faire partie de cette étude vous recevrez gratuitement pendant 1 an et demi :
- des croquettes élaborées par un vétérinaire spécialiste en nutrition avec une ration calculée et adaptée à votre chien
- des consultations tous les 6 mois, réalisées par le vétérinaire en charge de l'étude
- un bilan sanguin tous les 6 mois
- une analyse du microbiote intestinal tous les 6 mois

En échange, vous accepterez :
- de nourrir votre chien exclusivement avec les croquettes fournies, et de venir chercher celles-ci sur le site de l'Ecole Nationale vétérinaire de Toulouse tous les 3 mois ;
- de nous tenir informés de tout problème de santé ou évènement pouvant perturber votre chien ;
- de venir aux consultations gratuites tous les 6 mois (soit 5 consultations gratuites au total) à l'Ecole Nationale vétérinaire de Toulouse.

Le suivi dans le cadre du projet CANISENIOR ne remplace pas le suivi chez votre vétérinaire traitant, aucune prescription ne sera délivrée et les vaccinations ne seront pas réalisées.
Répondre au formulaire : cliquer ici

10/07/2023 : Impact of palmiped farm density on the resilience of the poultry sector to highly pathogenic avian influenza H5N8 in France

Type de document : article scientifique publié dans Veterinary Research

Auteurs : Billy Bauzile, Benoit Durand, Sébastien Lambert, Séverine Rautureau, Lisa Fourtune, Claire Guinat, Alessio Andronico, Simon Cauchemez, Mathilde C. Paul, Timothée Vergne

Résumé en français (traduction) : **Impact de la densité de palmipèdes sur la résilience du secteur avicole face à l'influenza aviaire hautement pathogène H5N8 en France**
Nous avons analysé l'interaction entre la densité des élevages de palmipèdes et la vulnérabilité du système de production avicole à l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) H5N8. Pour ce faire, nous avons utilisé un modèle de transmission spatialement explicite, qui a été calibré pour reproduire la distribution spatio-temporelle observée des foyers en France lors de l'épidémie d'IAHP de 2016-2017. Six scénarios ont été étudiés, dans lesquels la densité des élevages de palmipèdes a été diminuée dans les communes ayant la plus forte densité d'élevages de palmipèdes. Pour chacun des six scénarios, nous avons d'abord calculé la distribution spatiale du nombre de reproduction de base (R0), c'est-à-dire le nombre attendu d'élevages qu'un élevage donné serait susceptible d'infecter, si tous les autres élevages étaient sensibles. Nous avons également effectué des simulations in silico du modèle ajusté pour chaque scénario afin d'estimer la portée des épidémies et les nombres de reproduction efficaces variant dans le temps. Nous avons montré que la réduction de la densité des exploitations de palmipèdes dans les communes les plus denses diminuait considérablement la taille des zones présentant des valeurs R0 élevées (> 1,5). Les simulations in silico suggèrent qu'une réduction, même légère, de la densité des élevages de palmipèdes dans les communes les plus denses devrait diminuer considérablement le nombre d'élevages de volailles touchés et donc profiter à l'ensemble du secteur avicole. Cependant, elles suggèrent également que cela n'aurait pas été suffisant, même en combinaison avec les mesures d'intervention mises en œuvre pendant l'épidémie de 2016-2017, pour empêcher complètement la propagation du virus. Par conséquent, il convient désormais d'évaluer l'efficacité d'autres approches préventives structurelles, notamment la réduction de la taille des troupeaux et la vaccination ciblée.

Résumé en anglais (original) : We analysed the interplay between palmiped farm density and the vulnerability of the poultry production system to highly pathogenic avian influenza (HPAI) H5N8. To do so, we used a spatially-explicit transmission model, which was calibrated to reproduce the observed spatio-temporal distribution of outbreaks in France during the 2016–2017 epidemic of HPAI. Six scenarios were investigated, in which the density of palmiped farms was decreased in the municipalities with the highest palmiped farm density. For each of the six scenarios, we first calculated the spatial distribution of the basic reproduction number ($R0$), i.e. the expected number of farms a particular farm would be likely to infect, should all other farms be susceptible. We also ran in silico simulations of the adjusted model for each scenario to estimate epidemic sizes and time-varying effective reproduction numbers. We showed that reducing palmiped farm density in the densest municipalities decreased substantially the size of the areas with high $R0$ values (> 1.5). In silico simulations suggested that reducing palmiped farm density, even slightly, in the densest municipalities was expected to decrease substantially the number of affected poultry farms and therefore provide benefits to the poultry sector as a whole. However, they also suggest that it would

not have been sufficient, even in combination with the intervention measures implemented during the 2016–2017 epidemic, to completely prevent the virus from spreading. Therefore, the effectiveness of alternative structural preventive approaches now needs to be assessed, including flock size reduction and targeted vaccination.

Publication ayant donné lieu à un communiqué de presse d'INRAE le 10 juillet 2023 : **Impact de la densité d'élevages de canards sur le risque d'influenza aviaire en France**

20/06/2023 : Impact of heat stress on dairy cattle and selection strategies for thermotolerance: a review

Type de document : revue scientifique publiée dans **Frontiers in Veterinary Science**

Auteurs : Shannon L. Cartwright, Julie Schmied, Niel Karrow, Bonnie A. Mallard

Résumé en français (traduction) : **Revue sur l'impact du stress thermique sur les vaches laitières et sur les stratégies de sélection pour la thermotolérance**
Le changement climatique est à l'origine de nombreux problèmes environnementaux qui ont un impact sur la productivité des espèces animales. L'un des principaux problèmes associés au changement climatique est l'augmentation de la fréquence des journées chaudes et des vagues de chaleur, qui accroît le risque de stress thermique pour les espèces animales. Les bovins laitiers ont été identifiés comme étant sensibles au stress thermique en raison de leur charge thermique métabolique élevée. Des études ont montré que le stress thermique a un impact sur plusieurs processus biologiques qui peuvent avoir des conséquences économiques importantes. En cas de stress thermique, les vaches laitières utilisent plusieurs mécanismes physiologiques et cellulaires pour dissiper la chaleur et protéger les cellules des dommages. Ces mécanismes nécessitent une augmentation et un détournement de l'énergie vers la protection et au détriment d'autres processus biologiques. Par conséquent, le stress thermique chez les vaches laitières peut entraîner de nombreux problèmes, notamment une réduction de la production laitière et de la fertilité, ainsi qu'un risque accru de maladie et de mortalité. Il est donc nécessaire de sélectionner des vaches laitières thermotolérantes. Diverses stratégies de sélection visant à conférer une thermotolérance ont été examinées dans la littérature, notamment la sélection pour une production laitière réduite, les croisements avec des races thermotolérantes, la sélection basée sur des traits physiologiques et, plus récemment, la sélection pour une réponse immunitaire améliorée. Cette revue aborde les différents problèmes liés au stress thermique chez les bovins laitiers ainsi que les avantages et les inconvénients des différentes stratégies de sélection qui ont été proposées pour sélectionner la thermotolérance chez les bovins laitiers.

Résumé en anglais (original) : Climate change is a problem that causes many environmental issues that impact the productivity of livestock species. One of the major issues associated with climate change is an increase of the frequency of hot days and heat waves, which increases the risk of heat stress for livestock species. Dairy cattle have been identified as being susceptible to heat stress due to their high metabolic heat load. Studies have shown heat stress impacts several biological processes that can result in large economic consequences. When heat stress occurs, dairy cattle employ several physiological and cellular mechanisms in order to dissipate heat and protect cells from damage. These mechanisms require an increase and diversion in energy toward protection and away from other biological processes. Therefore, in turn heat stress in dairy cattle can lead numerous

issues including reductions in milk production and reproduction as well as increased risk for disease and mortality. This indicates a need to select dairy cattle that would be thermotolerant. Various selection strategies to confer thermotolerance have been discussed in the literature, including selecting for reduced milk production, crossbreeding with thermotolerant breeds, selecting based on physiological traits and most recently selecting for enhanced immune response. This review discusses the various issues associated with heat stress in dairy cattle and the pros and cons to the various selection strategies that have been proposed to select for thermotolerance in dairy cattle.

Transport, abattage, ramassage

07/07/2023 : Remote ante mortem inspection – Possibilities for improved sustainability in low-capacity slaughter

Type de document : article scientifique publié dans **Food Control**

Auteurs : Arja Helena Kautto, Ingrid Medin, Viktor Almqvist, Sofia Boqvist, Ivar Vågsholm

Résumé en français (traduction) : **Inspection ante mortem à distance - Possibilités d'amélioration de la durabilité dans les abattoirs de faible capacité**

Les inspections officielles obligatoires des viandes (IV) sont effectuées par un vétérinaire officiel (VO) sur place à l'abattoir. Le manque de personnel de contrôle officiel et les besoins de déplacement dans les entreprises de faible capacité peuvent constituer un défi et avoir des effets négatifs pour les exploitants du secteur alimentaire et les autorités compétentes. Des solutions techniques pourraient contribuer à résoudre certains problèmes et à améliorer la durabilité environnementale, la résilience logistique et les conditions de travail. Cette étude a examiné la faisabilité de l'inspection ante mortem (IAM) à distance dans les abattoirs de faible capacité à l'aide d'appareils numériques et d'un logiciel commercial (FaceTime) et a mesuré les effets sur les coûts de contrôle et les émissions de CO_2. Une comparaison des résultats de l'IAM effectuée sur place et à distance, sur 1177 animaux (786 ovins, 234 bovins, 90 porcins et 67 caprins) pendant 38 jours d'abattage en 2022 a été réalisée. Au total, environ 1,8 % des animaux présentaient des non-conformités lors de l'IAM, principalement chez les bovins (16/234), suivis par les ovins (4/786), tandis qu'aucune non-conformité n'a été relevée chez les caprins et les porcins. Tous les animaux ont été déclarés aptes à l'abattage. Les VO sur place ont enregistré au total 9 des 20 cas de non-conformité, ce qui concorde avec les résultats obtenus à distance. La concordance globale était de 99,1 %, le kappa de Cohen de 0,617 (0,391; 0,842) et le kappa ajusté en fonction de la prévalence et du biais (PABAK) de 0,981 (0,967; 0,991). Le vétérinaire à distance a enregistré plus de non-conformités que le vétérinaire sur place (test de McNemar, valeur p = 0,003). Une réduction des déplacements du personnel de contrôle a permis de réduire les coûts et les émissions de CO_2 de 93 % et 89 % respectivement.

La concordance globale entre les résultats de l'IAM à distance et sur place était bonne. La variabilité entre les évaluateurs était évidemment due à des jugements subjectifs pour certaines non-conformités, mais la sécurité alimentaire et la santé et le bien-être des animaux n'ont pas été compromis par l'IAM à distance. L'utilisation d'appareils numériques pour accroître la durabilité de l'IAM dans les abattoirs de faible capacité situés dans des zones géographiquement éloignées peut constituer un élément important du futur système d'assurance de la sécurité de la viande fondé sur

les risques, à condition qu'il soit soutenu par une solide culture de la sécurité alimentaire et par la confiance entre les autorités compétentes et les exploitants du secteur alimentaire.

Résumé en anglais (original) : Official compulsory meat inspections (MI) are performed by official veterinarian (OV) on-site at abattoir. Scarce official control staff and travelling needs in low-capacity enterprises may be challenging and lead to negative effects for food business operators and competent authorities. Technical solutions could contribute to solve some problems and improve environmental sustainability, logistics resilience and working conditions. This study examined the feasibility of remote ante mortem inspection (AMI) in low-capacity abattoir using digital devices and commercial software (FaceTime) and measure the effects on control costs and emission of CO2. A comparison of AMI results performed on-site and remotely, of 1177 animals (786 sheep, 234 cattle, 90 pigs, and 67 goats) during 38 slaughter days 2022 was carried out. In total about 1.8% of the animals had non-compliances at AMI and mostly in cattle (16/234) followed by sheep (4/786) while all included goats and pigs were without non-compliances. All animals were declared fit for slaughter. On-site OVs recorded in total nine of the 20 non-compliances consistent with remote results. Overall agreement was 99.1%, Cohen's kappa 0.617 (0.391, 0.842) and prevalence and bias adjusted kappa (PABAK) 0.981 (0.967, 0.991). The remote veterinarian recorded more non-compliances than OV on-site (McNemar's test, p-value = 0.003). A reduction in driving by control staff reduced the costs and emissions of CO2; 93% and 89%; respectively.

The overall agreement between remote and on-site AMI results was good. Inter-rater variability was obviously caused by subjective judgements for certain non-compliances, however food safety and animal health and welfare were not compromised by remote AMI. The use of digital devices to increase the sustainability of MI in low-capacity slaughter located in geographically remote areas can be an important part of the future risk-based meat safety assurance system when supported by a strong food safety culture and trust between competent authorities and food business operators.

01/07/2023 : Stratégie abattoirs : Marc Fesneau lance un plan d'action global pour consolider le maillage en abattoirs de boucherie au bénéfice des filières de l'élevage et des territoires

Type de document : communiqué de presse du **Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire**

Auteur : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Extrait : En raison des difficultés conjoncturelles importantes auxquelles fait face le secteur des abattoirs, l'État engage une méthode d'action collective associant les acteurs professionnels et les collectivités territoriales pour construire une stratégie territorialisée de gestion des abattoirs de boucherie au bénéfice des filières d'élevage.
La France compte 233 abattoirs de boucherie répartis sur tout le territoire. Les abattoirs ont un rôle majeur dans les filières animales et dans la chaîne alimentaire en ce sens qu'ils constituent un point de passage obligatoire pour les animaux de rente dont la viande est livrée à la consommation. Pourvoyeurs de services et d'emplois, ils constituent des acteurs essentiels de l'économie de nos régions.

Le contexte actuel des filières d'élevage est marqué par une décapitalisation plus marquée ces derniers mois, combinée à une augmentation du coût de l'énergie et à l'inflation. Cette conjoncture est susceptible de menacer la pérennité des abattoirs de boucherie les plus fragiles.
Ce contexte appelle à réagir en anticipation pour préserver le maillage pertinent au niveau de chaque territoire et ainsi garantir la pérennité de nos filières d'élevage.
Le ministre chargé de l'agriculture, Marc Fesneau, a ainsi souhaité impulser une approche territorialisée de gestion des abattoirs de boucherie. Cette démarche, initiée en collaboration avec les filières professionnelles et les collectivités territoriales, se décline en quatre axes :

- Le premier axe consiste à interroger dans chaque région l'adéquation entre le besoin et l'offre en matière d'outils d'abattage, tant sur le court terme que le moyen et long terme, pour ensuite identifier les axes d'amélioration et d'adaptation pertinents par bassins.
- Le deuxième axe vise à développer une méthodologie harmonisée permettant d'évaluer les forces et les faiblesses d'un abattoir de boucherie. Les problématiques susceptibles d'impacter la viabilité d'un abattoir sont, en effet, de diverses natures : enjeux sanitaires, enjeux de protection animale, équilibre financier, gouvernance et direction de l'abattoir, stratégie d'entreprise, etc.
- Le troisième axe vise au recensement dans un document unique des outils mobilisables par les différents acteurs pour accompagner les établissements en difficultés sur les plans économique et sanitaire.
- Le quatrième axe consiste à améliorer la synergie existante entre les différents services de l'État au bénéfice de l'accompagnement des abattoirs.

Cette démarche est donc pensée pour réunir les moyens et les compétences de l'État, des collectivités territoriales et des filières d'élevage afin d'identifier les modèles d'abattage les plus pertinents pour chaque territoire. Elle doit ainsi garantir le développement d'un réseau d'établissements d'abattage répondant aux besoins des filières d'élevage dans le cadre d'une approche territorialisée pensée en amont. Ces travaux viennent ainsi compléter les efforts déjà entrepris, notamment à travers le plan France relance qui a permis de soutenir 181 abattoirs pour un montant de 115 M€ dans le but de moderniser et améliorer les conditions de travail mais aussi de bien-être animal au sein de ces établissements.